Vendredi

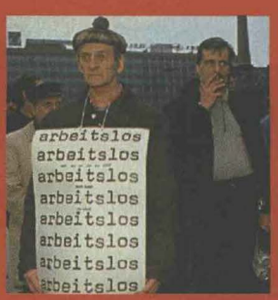
L'hebdomadaire des Socialistes

18 mars 1994

COLLÈGE : les remèdes contre l'échec



JEUNES :
après le diplôme, la galère



ALLEMAGNE :
le crépuscule d'un chancelier

Cantonales sanctionnez la droite!

n° 221
10 F
ISSN 0995-0583

Collection Fondation Jean-Jaurès

OFFRE SPECIALE VENDREDI HEBDO

LA COLLECTION PLANÈTE

K7 50 Frs indispensable dans votre discothèque **CD 90 Frs**

"LE MEILLEUR DES MUSIQUES DU MONDE"



■ Planète Reggae Vol. 1
Peter Tosh, Culture, Black Uhuru, Yellowman, Dillinger, Lee Perry & Prince Jazzbo, Abyssinians, Gregory Isaacs, Third World, The Itals, Jimmy Cliff, Bob Marley, Lucky Dube, LKJ, Denny Brown, Burning Spear.



■ Planète Reggae Vol. 2
Yellowman, Burning Spear, Uroy, Yabby You, Israel Vibration, Ijahman, R. Dumisani, A. Gussie & The New Examples., Lee. Perry, G. Isaacs, J. Cliff, Big Youth, The Maytals, T. Tribe, Inner Circle, P. Banton, Chaka. Demus & Pliers, Macka B.



■ Planète Brésil
Fafa de Belem, Flavio Faria & Rosinha de Valenca, Antonio Carlos Jobim & Miucha, Astrud Gilberto, Chico Buarque, Maria Bithania, Joyce, Gilberto Gil, Toquinho & Vinicius de Moraes, Maysa, Milton Nascimento, Caetano Veloso, Jorge ben, Maria Creuza, Elis Regina, Charlie Brown.



■ Planète Raggamuffin
Cutty Ranks, Cobra, Johnny P., Anthony Gussie & The New Examples, Massilia Sound System, Super Cat, Dirtsman, Apache Indian, Little Lenny, Daddy Yod, Pablo Master, JND, Tony Rebel avec Ken Bob, Shabba Ranks avec Maxi Priest, Little Kirk, Pinchers & Frankie Paul, Sai Sai Tiger.

RFM!

ILS ONT AIMÉ :

● **Le Nouvel Obs...**
"La collection planète est conçue comme un atlas musical, elle réunit les meilleurs titres du genre."

● **L'Evenement...**
"C'est idéal pour démarrer une discothèque."

● **L'Express...**
"Les disques de la collection planète n'ont rien à voir avec les compil' fourre tout. Ici la qualité du son est irréprochable, le choix des thèmes également. Idéal pour découvrir la sono mondiale."



■ Planète Blues Vol. 1
T. Bone Walker, Bo Diddley, Muddy Waters, Howlin'Wolf, Canned Heat, John Mayall, Sony Boy Williamson & The Animals, Johnny Winter, All Star & Jeff Beck, Eric Clapton, Yardbirds, Fleetwood Mac, Chuck Berry, Screamin' Jay Hawkins.



■ Planète Zouk Vol. 1
Zouk Machine, Sakiyo, Francky Vincent, Tanya St-Val, Malavoi, Kassav, Ralph Thamar, Ronald Rubinel, Dede St-Prix, Eric Virgal, Dominique Bernier, Philippe Lavil & Jocelyne Beroard, Experience 7, Joelle Ursull, Marie-José Alie.



■ Planète Blues Vol. 2
Muddy Waters, Etta James, Dale Hawkins, Howlin' Wolf, Koko Taylor, Willie Dixon, Elmore James, Jimmy Reed, Ten Years After, J.J. Milteau, Joe Cocker, Luther Allison, Calvin Russel, Canned Heat, Steve ray Vaughan, J.J. Goldman.



■ Planète Zouk Vol. 2
Kassav, Ralph Thamar, Francky Vincent, Sakiyo, Jocelyne Beroard, Joelle Ursull, Malavoi, Zouk Machine, Dede St-Prix, Kali, Tanya St-Val, J.M. Rotin, Alain Marlin.



■ Planète Afrique
Mory Kante, Toure Kunda, Alpha Blondy, Ismael Lo, Pierre Akendengue, Sipho Mighunu / Mama Bhubesi, Princesse Erika, Condry Ziguru, Johnny Clegg & Juluka, Salif Keita, Youssou'N'Dour, Patrick Victor, Zaiko Langa Langa, Abeti, Franco, Myriam Makeba.



■ Planète Rai
Cheb Mami, Cheb Khaled, Chaba Fadela, Cheb Kader, Cheb Tati, Cheb Kada, Rania Rai, Chaba Zahouania, Cheb Mouhen.



■ Planète Latine
Rodolfo Y Su Tipica, Tito Puente, Eddie Palmieri, Sonora Majestad, Los Incas, Santana, Las chicas del can, Malavoi, Guillermo Portabales, Sonora Matancera, La Lupe, Impacto De Montemorelos, Ruben Blades, Los Machucambos, Wilfrido Vargas, K'Jarkas.



■ Planète Rock'n Roll
Bill Haley & The Comets, Carl Perkins, Jerry Lee Lewis, Gene Vincent, Chuck Berry, Little Richard, Bo Diddley.

BON DE COMMANDE

à retourner à : Vendredi Hebdo-Service Publicité – 10 rue de solferino 75333 PARIS Cedex 07

	Nombre d'exemplaires		Nombre d'exemplaires
Planète Reggae Vol. 1	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...	**Planète Afrique**	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...
Planète Reggae Vol. 2	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...	**Planète Raï**	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...
Planète Brésil	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...	**Planète Latine**	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...
Planète Raggamuffin	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...	**Planète Rock'n Roll**	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...
Planète Blues Vol. 1	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...	**Total en francs =**	**+ frais de port 20 F**
Planète Blues Vol. 2	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...		
Planète Zouk Vol. 1	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...		
Planète Zouk Vol. 2	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...		

Ci-joint mon règlement : ❑ par chèque à l'ordre de "Déclic Communication"
❑ par carte N° ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐

Nom : .....

Prénom : .....

N° : ..... rue : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone (facultatif) : ..... *Signature obligatoire :*

Offre réservée à la France métropolitaine



Société solidaire ou société égoïste ?

Dimanche, une partie de la France va voter pour les élections cantonales. Cette semaine, une autre partie des Français vote en manifestant contre le Smic-jeunes. Les deux "votes" n'ont pas la même signification et ne doivent pas être confondus. Mais ils s'inscrivent dans un même contexte fait d'inquiétudes et de doutes.

L'incapacité du gouvernement à prendre la mesure des défis du moment tient en sa croyance erronée dans l'efficacité de mesures d'abaissement des salaires et d'amoindrissement de la protection sociale. Cette politique est, à l'évidence, injuste socialement mais elle est aussi dénuée de sens économique quand il faut avant tout relancer l'activité. Le Smic-jeunes est l'élément actuellement le plus visible de cette politique, mais il y a bien une logique d'ensemble qui se reflète explicitement dans l'ensemble de la "loi quinquennale sur l'emploi".

Alors, oui, la société solidaire contre la société égoïste, c'est bien un choix fondamental. A nous, socialistes, de donner corps à ce projet pour les mois à venir. A nous, dès maintenant, de comprendre les inquiétudes des Français, et d'agir, d'ores et déjà, partout où nous le pouvons, dans nos communes et dans les conseils généraux, pour aider à trouver des solutions concrètes.

M. Rocard

Cette semaine

4 BRUITS ET CHUCHOTEMENTS

6 DOSSIER

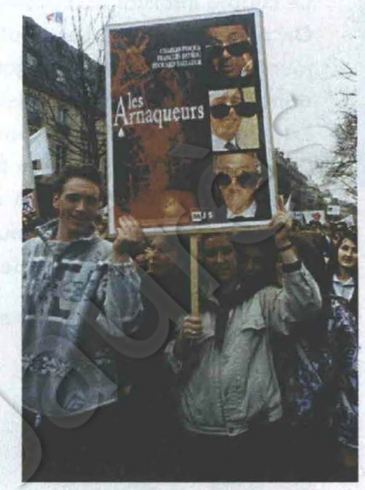
- *Collège : peut mieux faire*

10 POLITIQUE INTERIEURE

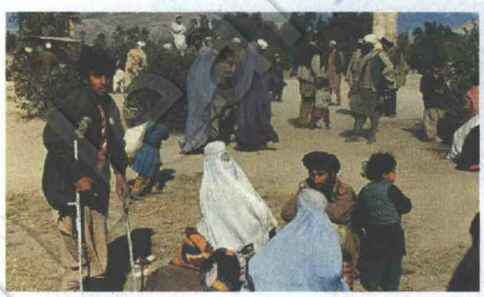
- *La droite, c'est la société égoïste*
- *Smic-jeunes : un faux pas qui coûtera cher au gouvernement*
- *Aménagement du territoire : Balladur entre incompétence et incohérence*

16 VILLES ET REGIONS

- *Les inégalités face à la santé s'agravent*



La solidarité s'est déjà exprimée dans la rue.
page 10



En Afghanistan, le nombre des réfugiés ne cesse d'augmenter.
page 24

17 VENDREDI IDEES

- *Les missions de l'école*

22 POLITIQUE INTERNATIONALE

- *L'Allemagne dans le marathon électoral*
- *Les massacres en Afghanistan*
- *Bosnie-Herzégovine : les progressistes souhaitent un protectorat*

28 MAGAZINE

30 COURRIER

31 INVITÉ

- *Gabriel Coscas, professeur d'ophtalmologie.*



L'enjeu de l'école : former en même temps qu'éduquer.
page 27

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION
Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon – *Co-directeur de la Publication* : Didier Leconte – *Directeur* : Sylvie Bazançon (78.82) – *Vendredi-Idées* : Alain Bergounioux
RÉDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04) – *Politique* : Jean-Pierre Bedei (78.73) – *Economie* : Monique Grima (78.70) – *Société* : Patricia Jaffray (78.94)
International : Ghislaine Toutain (78.72) – *Villes et Régions* : Chrystle Lipani (78.55) – *Magazine* : Françoise Roby (78.55) – *Vendredi-Idées* : Bernard Chaouat (79.01)
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION : Monique Barthalomeus (77.92) – Vanda Gervasio (78.58)
PHOTO : Pascal Lebrun (78.53)
ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES : Marie-Lou Le Bras (78.57) – Sabine Sebah (78.56)
SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) – Binh Vu Trong (78.53)
PUBLICITÉ : Pyramid Conseil : 42 21 40 90 – Nathalie Tournier 45 56 78 46, Franck Accart 45 56 79 03 - Fax : 45 56 79 40
FABRICATION : *Direction artistique* : Timoléon (Paris) – *Maquette* : Christine Lovinger (78.92), Sandrine Girard (78.92)
PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris – IMPRESSION : PPR - Saint-Ouen l'Aumône – ROUTAGE : Inter-routage - Aubervilliers
N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000
CRÉDIT PHOTO : P. Lebrun (couv, p.3, p.4, p.6, p.7, p.8, p.9, p.10, p.16, p.17, p.18, p.31) ; S. Attal/Rea (p.22) ; Giry/Rea (p.22) ; Decoux/Rea (p.23) ; S.Khan/AFP (pp.3 et 24) ; Sirpa Air/Sipa press (p.25) ; D.R. (p.28) ..
Ce numéro a été tiré à 154.000 exemplaires

collection-socialisme

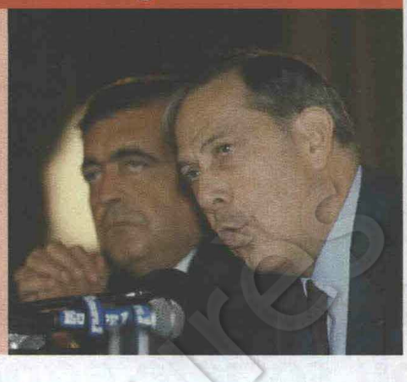
Ecolos : suicide mode d'emploi

Quand la politique rejoint la fiction des "Guignols de l'info", cela donne une liste Waechter-Lalonde pour les européennes. Ce couple infernal de l'écologie réussira-t-il à vivre en harmonie ? On peut en douter. Les relations entre les deux hommes ont toujours été conflictuelles. Aujourd'hui, seule les unit la contestation dont ils font l'objet dans leurs formations politiques respectives. Est-ce vraiment suffisant pour souscrire un contrat de mariage ? D'autant que le reste de la famille (GE et les Verts) devrait également présenter une liste. A continuer à se diviser ainsi les écolos pourraient être privés de toute représentation au Parlement européen. Auraient-ils lu "Suicide : mode d'emploi" ?



Pasqua irrite Séguin

Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a peu apprécié que son compère Charles Pasqua prenne l'initiative d'annoncer une session extraordinaire pour son projet sur l'aménagement du territoire. Si tous les ministres font pareil... pourquoi ne pas siéger toute l'année ?



Engagement à la légère

Après la fin de non-recevoir opposée au secrétaire d'Etat américain Warren Christopher par les responsables chinois, les retombées du voyage de Balladur dans l'empire du Soleil Levant, les 6 et 7 avril, ne sont pas évidentes. Il est vrai que les démocrates américains posaient comme condition préalable à la reprise du commerce des gestes positifs sur les droits de l'homme en Chine. Les dirigeants de Pékin ont refusé nettement la moindre concession dans ce domaine :"chacun sa conception". Le Premier ministre français n'ayant pas posé de conditions préalables aux Chinois à l'engagement des discussions mais ayant accepté les leurs, quelle sera son attitude à Pékin, quinze jours après le dialogue de sourds sino-américain ?

Claude Estier

14 mars

Ceux qui, dans les médias, s'extasiaient depuis des mois sur l'"exceptionnelle" cote de popularité d'Edouard Balladur, trouvent rapidement de savantes explications à sa chute brutale. Pourtant tout dévoué à Matignon, Charles Rebois n'est pas le moins sévère quand il écrit dans "Le Figaro" à propos du "Smic-jeunes" : "Le gouvernement s'est laissé surprendre faute de s'être livré à une concertation et à des explications préalables. Ce malentendu était de trop, après plusieurs conflits dont l'addition a fini par peser dans la balance." Une balance où les opinions négatives pèsent désormais plus lourd que les positives. D'où ce joli titre, ce matin, dans "Libération" : "Balladur mobilise de plus en plus" !

15 mars

Si l'on met à part les procès de collaborateurs d'après la Libération, il aura fallu cinquante ans pour que soit jugé un de ces Français qui se firent les exécuteurs des basses œuvres des nazis. On doit à l'obstination de ceux qui se sont donné pour mission de défendre la mémoire des juifs victimes de l'holocauste, que Paul Touvier comparaisse enfin cette semaine devant la Cour d'Assises de Versailles après avoir bénéficié pendant longtemps d'étranges protections et même avoir été grâcié par Georges Pompidou qui ne voulait pas que l'on réveillât de mauvais souvenirs ! Touvier n'est jugé que pour un seul crime : celui d'avoir fait exécuter sept otages juifs à Rillieux-la-Pape, près de Lyon, le 29 juin 1944, c'est-à-dire trois semaines après le débarquement allié en Normandie. Pour m'être trouvé à Lyon à cette époque, je me souviens des exactions auxquelles se livraient encore des hommes de la Milice, sentant approcher la fin de leur pouvoir de nuire. On va débattre à Versailles sur la question de savoir si Touvier avait agi ou non sur ordre des Allemands. Question dérisoire. Le seul fait d'avoir été milicien, c'est-à-dire auxiliaire volontaire de la Gestapo, suffit à trancher le débat et, à plus forte raison, quand l'intéressé occupait un poste de responsabilité. Je ne sais comment réagiront les jurés de Versailles mais je doute que le procès Touvier soit celui du régime de Vichy et de la collaboration, qui n'aura sans doute jamais lieu.

Scandaleux et dangereux

Etrange, très étrange attitude du grand rabbin de France enjoignant les juifs à ne pas se rendre aux urnes le 27 mars pour le deuxième tour des cantonales. Pierre Lellouche, conseiller de Chirac pour les problèmes de défense et député du Val-d'Oise, lui a emboîté le pas. Certes, pour les plus orthodoxes, il est interdit de se déplacer en machines à moteur et d'écrire le premier jour de la Pâque, jour férié. Libre à eux de voter ou non, selon leur conscience de citoyen ou leur attachement à des traditions d'un autre âge. Mais que le grand rabbin prenne position sur ce sujet est proprement scandaleux. Les responsables de la communauté juive s'en sont désolidarisés pour défendre la laïcité de la République.

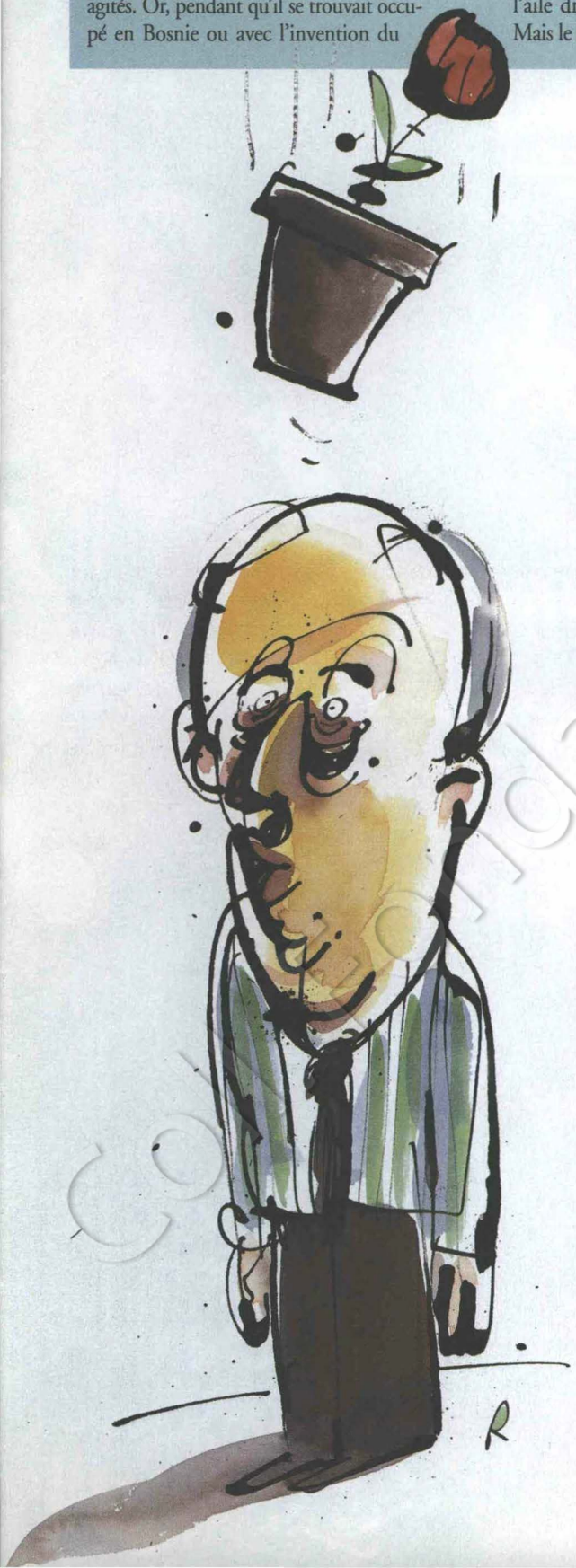
Témoin à décharge



Ségolène Royal était à Ankara pour assister, au Parlement turc, à la levée de l'immunité parlementaire de huit députés kurdes du DEP, parti de la démocratie.
Ce parti institutionnel est considéré comme gênant par le gouvernement turc avant les municipales du 27 mars. Après la privation de leur immunité, les parlementaires n'ont été arrêtés et jetés en prison que le lendemain. La députée française a pu les rencontrer et témoigner sur le plan international. Danielle Mitterrand, de son côté, fait le tour des pays européens pour secouer l'apathie des chancelleries face au drame de ce peuple.

Tel est pris qui croyait prendre

La liste unique de la droite pour les européennes, qui en a parlé le premier ? C'est Balladur, et sans arrêt entre juin et septembre. Et pourquoi ? Pour prouver à tous ses petits camarades qui s'agitent dans ces organisations brouillonnes et bavardes nommées partis, que lui, à Matignon et du haut de son autorité, serait le seul à pouvoir imposer l'unité à tous ces agités. Or, pendant qu'il se trouvait occupé en Bosnie ou avec l'invention du Smic-jeunes, ils se sont mis d'accord entre eux et sans lui. VGE et Chirac, qui s'entendent encore pour le moment comme larrons en foire, viennent de conclure pour l'UDF et le RPR un accord en bonne et due forme. Et bien que la liste conduite par de Villiers avec Jimmy Goldsmith et Charles de Gaulle (le petit-fils) risque de leur faire perdre quelques plumes sur l'aile droite, l'objectif de cohésion est atteint. Mais le bénéfice ne va pas à Edouard.



Coup dur pour Le Pen

Après la défaite de Jacques Peyrat (FN) lors de la législative partielle de Nice, Pierre Gerbal, conseiller municipal (FN) à Nice, a annoncé son départ du Front national.
"Les Niçois ont dit oui à Jacques Peyrat et non à Jean-Marie Le Pen, a-t-il expliqué. La marginalisation actuelle du FN ne permet pas de remporter une élection, le parti est devenu un obstacle."
Quant à Peyrat, il souhaite prendre ses distances avec le FN. Sale temps pour Le Pen et ses amis. Pourvu que ça dure...

Je t'aime... moi non plus

Pour les chiraquiens, Balladur, avec l'accumulation des problèmes, ne devrait pas passer l'été. Ils s'y emploieront eux-mêmes, mais comptent aussi sur la colère sociale pour faire tomber la cote du Premier ministre. L'ouvrage de Nicolas Domenach et Maurice Szafran "De si bons amis" (Editions Plon), permet d'assister à la montée de la haine entre les deux hommes. Ils se sont découverts en 1968 au cabinet de Pompidou, appréciés entre 81 et 84 dans l'opposition ; depuis mars 1993, c'est la défiance puis la haine ouverte. Existe-t-il un accord, un pacte moral entre eux, comme le soutient le maire de Paris aux auteurs : à Balladur, Matignon ; à lui, l'Elysée ? La fin de leur histoire s'écrira en tragédie, prévient cet essai passionnant.

A vos agendas

Mars 1994

Vendredi 18 au dimanche 20
- *23e congrès du PSOE à Madrid.*

Dimanche 20
- *Elections cantonales (1er tour).*

Lundi 21
- *Journée mondiale contre le racisme.*

Mardi 22
- *Conférence "Le PSE et l'Europe" avec Gérard Fuchs. Maison de l'Europe, 32 rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris. Tél : 44 61 85 85.*

Jeudi 24
- *Michel Rocard en réunion publique à Sochaux-Montbéliard (Doubs).*

Dimanche 27
- *Elections cantonales (2e tour).*

Lundi 28 au jeudi 31
- *Congrès de la FSU. Mâcon.*

Mercredi 30
- *Conseil national (avec adoption de la proposition de liste pour les européennes).*

Jeudi 31
- *Réunion des comités "Sécurité" et "Europe de l'Est" de l'Internationale socialiste à Budapest.*

Avril 1994

Du lundi 4 au mercredi 15
- *Votes des sections et conventions fédérales sur la liste et le manifeste européens.*

Jeudi 7
- *Conférence débat "Plus d'Europe pour plus de justice sociale" avec Jean-Pierre Cot. Espace Teste à Montélimar, 20 h 30.*

Samedi 9 et dimanche 10
- *74e congrès de la Ligue des Droits de l'Homme à Chambéry.*

Mardi 12 au jeudi 15
- *GATT : conférence ministérielle à Marrakech. Signature de l'acte final de l'Uruguay-round le 15.*

Mercredi 13 et jeudi 14
- *Assises nationales pour l'Outre-Mer "Bilan de la politique de la gauche pour le développement économique et l'égalité sociale Outre-Mer, et analyse d'un an de politique de la droite". Paris.*

Jeudi 14
- *Une délégation du PS conduite par Michel Rocard rencontre la CGC.*

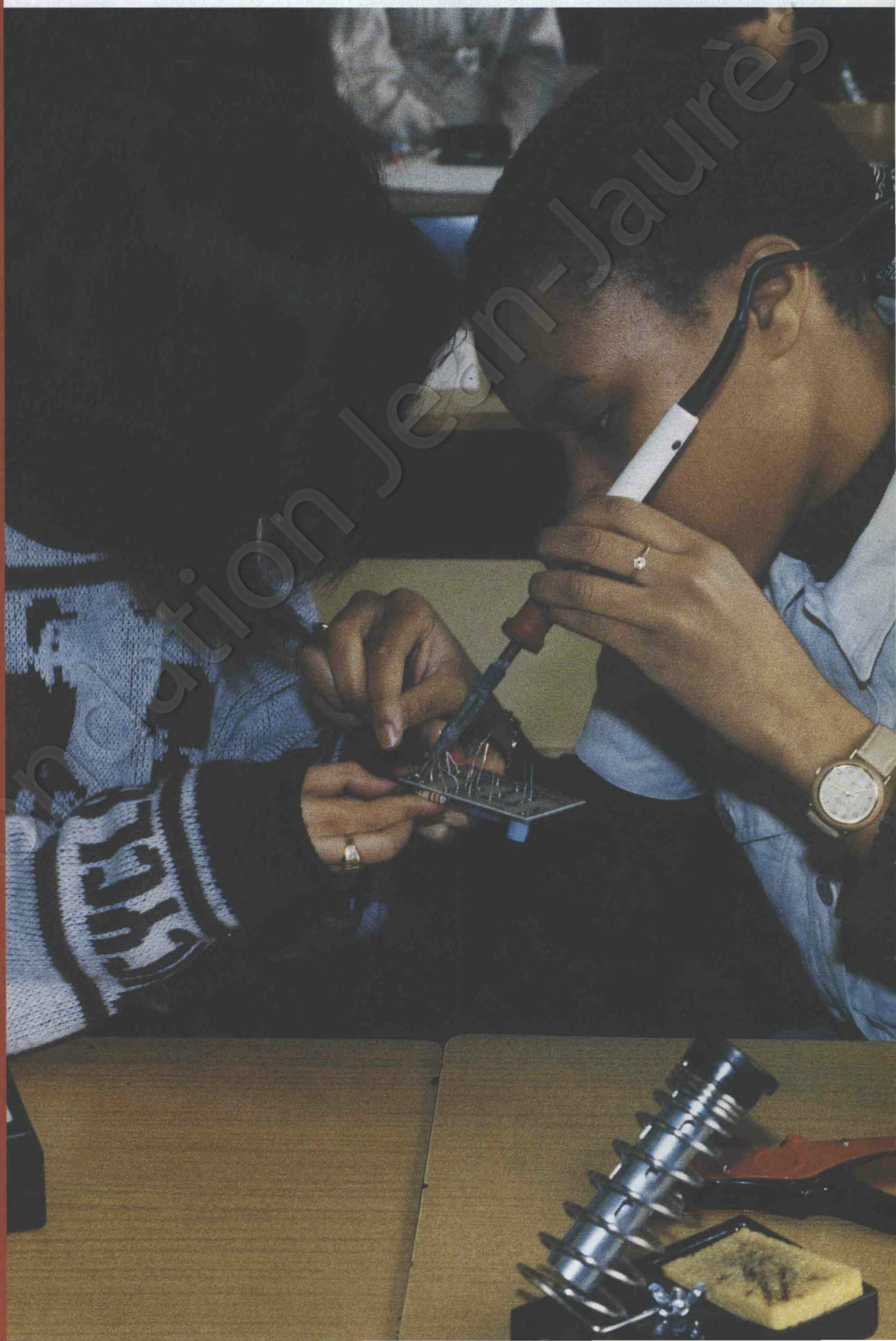
Fondation Jean Jaurès

DOSSIER

MAILLON FAIBLE DU SYSTEME ÉDUCATIF

Collège : peut

Le collège est la clé de voûte de notre enseignement. Là se joue sinon le destin des élèves, du moins leur orientation. Là se manifeste aussi cruellement l'échec scolaire. La réforme des collèges mise en chantier par Lionel Jospin piétine sous François Bayrou. Loin de se résigner, des chercheurs en éducation mettent à mal bien des idées reçues et le personnel éducatif d'un collège de Vénissieux témoigne de l'enjeu.



Coll. Fondation Jean-Jaurès

mieux faire

Plus que l'origine sociale ou le contexte familial, l'établissement et la qualité de l'enseignant décident du destin scolaire des élèves. Depuis des années, Alain Mingat (1) et les chercheurs de l'IREDU (2) observent le fonctionnement des collèges. Et en tirent des conclusions très dérangeantes.

Vous êtes le premier à avoir qualifié le collège de "maillon faible" du système éducatif. L'est-il vraiment ?
Oui. Là se constitue l'essentiel des différenciations sociales. En fin d'école primaire, en France, les inégalités, au regard des comparaisons internationales, sont relativement faibles. Or, à l'issue du collège, seuls 32% des enfants d'ouvriers intègrent l'enseignement long, contre 87% des enfants de cadres supérieurs ! Nous avons suivi la scolarité de 2.500 élèves, de la maternelle à la première. Dès l'entrée au cours préparatoire, les différences sociales se manifestent. Les enfants de milieux favorisés réussissent mieux que les autres. Mais, à l'exception d'une infime minorité en difficulté grave, les résultats en CP ne préjugent pas de la scolarité future. Les différences en fin d'école primaire sont sans commune mesure avec celles qui se sédimentent au collège.

Ces inégalités naissent du fonctionnement très injuste de l'orientation. L'accès des élèves au lycée découle, dites-vous, de bien d'autres facteurs que leurs performances scolaires. Grave accusation...
L'opinion a tendance à croire à un système méritocratique, où les enfants arrivent là où leurs compétences les mènent. C'est faux. Pour 75% des élèves, la réussite scolaire joue moins que le fonctionnement des mécanismes d'orientation.
Première distorsion, les familles d'origine modeste sont moins ambitieuses pour l'avenir de leurs enfants. Pour un OS, la perspective d'avoir un fils ouvrier qualifié est satisfaisante, pas pour un cadre supérieur. Depuis 1970, le poids croissant donné à la demande des familles a accru les inégalités.

Les collèges scolarisant un public populaire sont beaucoup plus sélectifs que ceux qui accueillent des enfants privilégiés, notez-vous...
Oui. Pour un même niveau d'acquisitions, de conditions sociales et culturelles, la moitié des élèves qui passent en seconde dans un collège A n'y accèdent pas dans le collège B. Les enseignants orientent spontanément beaucoup plus en seconde dans les collèges où continuer va de soi. Un enfant de milieu modeste passe plus facilement là où la majorité les élèves, issus de milieux modestes, ont des ambitions faibles. Autre raison : les enseignants des collèges populaires, par peur inconsciente que leur établissement soit mal jugé par leurs collègues d'établissements plus prestigieux, n'y envoient que leurs meilleurs élèves, comme s'ils étaient ambassadeurs de l'image du collège.

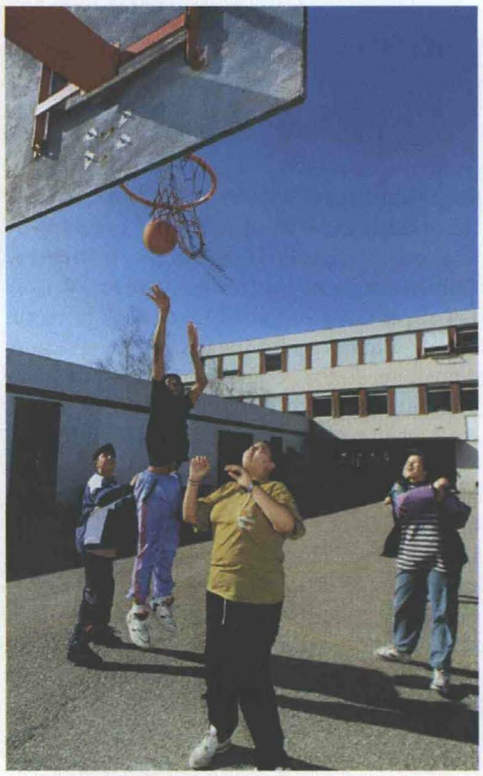


Quels que soient le milieu social, les problèmes familiaux, la personnalité du professeur est déterminante. Comment joue cet "effet maître" ?
Les acquisitions se font d'abord dans la classe. L'analyse des progressions des enfants au cours d'une année montre que le maître a beaucoup plus d'influence que l'origine sociale. Nous sommes loin de la théorie de Pierre Bourdieu d'une école se contentant de reproduire les inégalités sociales ! Et ce sont les élèves faibles qui trinquent.
Un mauvais maître n'empêchera jamais de bons élèves d'apprendre à lire. Comme les enfants défavorisés ont en général des acquis initiaux plus faibles et sont moins suceptibles d'être aidés par leur famille, ils sont les plus pénalisés par un mauvais enseignant.

Qu'est-ce qu'un bon maître ? Qu'est-ce qui fait qu'à la fin du CP de M. Dupont, le petit Thomas saura lire, alors qu'un autre petit Thomas aux caractéristiques semblables sera en échec à la fin du CP de M. Durand ?
On ne sait pas ce qui fait un bon maître mais on sait ce qui ne joue pas. D'abord la formation. Evidemment, si on met en maths sup un prof qui n'a que le bac, ça ne marchera pas. Mais au collège, entre agrégés, certifiés, PEGC, il n'y a aucune différence repérable. Le pourcentage de maîtres-auxiliaires ou de certifiés n'a pas d'influence sur les progressions des élèves. De même, les résultats obtenus à l'école entre les instituteurs formés à l'école normale et les autres ne sont pas fondamentalement différents.
L'expérience intervient positivement. Les enseignants sont plus efficace au bout de dix ans d'expérience que lorsqu'ils sont débutants, mais ensuite l'effet se tasse.

Profession : prof en milieu difficile

"Enseigner ici, c'est extraordinaire. Etre en face d'élèves réputés difficiles, cela me stimule. Je m'investis d'autant pour essayer de leur faire passer quelque chose, malgré leurs difficultés" raconte, enthousiaste, Anne-Marie Cortay prof de français. "Quand je vois une de mes collègues, enseignante dans un collège tout à fait tranquille, faire une dépression nerveuse parce qu'un élève lui a dit un gros mot ou qu'elle trouve le niveau de sa classe déplorable, je me sens en complet décalage. Ici, nous avons bien d'autres problèmes à résoudre. C'est cela justement qui est passionnant." Passionnant mais épuisant. Anne-Marie reconnaît bien volontiers qu'après deux ans passés ici, elle aurait besoin d'une petite pause. Pour se ressourcer et mieux revenir ensuite. "Le plus fatiguant est sans doute de résister à la spirale de la violence qui nous guette. Certains élèves ne cherchent que le rapport de force et font sans cesse de la provocation. J'ai de plus en plus de mal à ne pas me laisser aller. C'est là que je vois que je suis un peu usée..."
I. G.



Le sport un exutoire à la violence.

Y a-t-il des méthodes pédagogiques qui marchent ?

Aucune méthode n'est une panacée, c'est leur variété qui est importante, le fait que le prof ne se cantonne pas au cours magistral, au travail en groupe ou aux exercices.

L'énergie que mobilise l'enseignant est une dimension majeure : l'éducation est d'abord une industrie de main-d'œuvre. Dans tous les secteurs, on essaie de motiver, de mobiliser, d'intéresser aux résultats. Sauf dans l'éducation où l'on considère que les enseignants sont interchangeables. Aujourd'hui, on sait mesurer l'efficacité. Toute notre mémoire d'anciens élèves nous dit que les profs ne se valent pas. Il faut mettre à bas cette croyance déraisonnable que l'école fait des choses ineffables qu'on ne pourrait pas mesurer. Où sont les exigences démocratiques du service public si on rejette l'évaluation, si l'on refuse toute transparence ?

Les enseignants déplorent le manque de moyens. Investir plus d'argent dans l'école améliorerait-il ses performances ?

A l'échelle internationale, on observe que la relation entre les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus est très faible. Certains pays dépensent relativent peu et réussissent particulièrement bien. La France, par exemple, qui consacre relativement peu de moyens à son enseignement primaire, obtient des résulats honorables. Un des pays les plus performants en primaire est la Corée du Sud où les élèves sont 38 par classe !

Au niveau national, également, la relation est loin d'être automatique entre les moyens dont disposent les établissements et leurs résultats.

Le poids des effectifs est-il déterminant ?

De nombreuses études attestent que dans les disciplines scientifiques, entre 15 et 30 élèves, la taille de la classe n'a aucun effet. On enregistre même un effet négatif. Quand la taille de la classe diminue, on donne davantage de place à l'oral. Or les riches parlent plus facilement et mieux. Dans toutes les classes, à l'exception du CP, nous aboutissons aux mêmes conclusions.

Aujourd'hui, tous les enfants vont au collège. S'est-il réellement démocratisé ?

Non. On a agi sur l'ouverture du système. Or on ne peut pas générer de démocratisation par la quantité. En trente ans, malgré les changements profonds de population, l'hétérogénéité nouvelle des élèves, les structures n'ont pas changé. Et les inégalités sociales de carrières scolaires se sont perpétuées.

Si vous deviez faire des propositions immédiatement applicables pour améliorer le collège...

D'abord, une meilleure régulation entre collèges, limiter les distorsions entre établissements, notamment en s'appuyant, pour évaluer les enfants, non sur des notes mises par leur professeur dans la classe, mais sur des épreuves communes centralisées. Il faut également limiter la pression de parents-consommateurs qui accroît les dysfonctionnements, et donner davantage de responsabilité à une institution scolaire plus juste et plus transparente.

Malgré ces critiques graves, notre système, concluez-vous, reste un des moins injustes...

C'est vrai. Il est nettement meilleur que celui de l'Italie ou de la Grande-Bretagne parce que l'Etat y joue encore un rôle important : il encadre et contrôle. Mais l'Etat se doit d'être impartial, transparent, fondé sur des observations objectives.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

(1) Auteur, avec Marie Duru, de "Pour une approche analytique du fonctionnement du système éducatif", PUF.
(2) Institut de recherche en économie de l'éducation de l'université de Dijon.

Réforme du collège : les urgences des syndicats

SE-FEN

- Mettre l'accent, dans les programmes et les horaires, sur les apprentissages méthodologiques avec, notamment, la mise en place d'un programme transversal d'aide à l'organisation du travail personnel pour les 6e, 5e.
- Renforcer la place du français, de la technologie et de l'éducation physique et sportive au collège.
- Mettre en place des études dirigées et attribuer des moyens spécifiques et supplémentaires pour améliorer la prise en charge des élèves en difficulté.
- Réunir les conditions favorables au travail des enseignants en matière de formation, d'information et de concertation.

SGEN-CFDT

- Diversifier les regroupements temporaires d'élèves selon les activités, par la constitution de petits groupes. Soit hétérogènes, ce qui peut permettre aux élèves de se stimuler et de s'aider, et au professeur de mieux percevoir les difficultés, soit homogènes, pour la mise en place éventuelle de groupes de besoin.
- Permettre à l'équipe pédagogique de se concerter en incluant une heure hebdomadaire dans le temps de service, sans avoir recours aux heures supplémentaires.
- Former les enseignants à la gestion de l'hétérogénéité, cette formation ayant lieu au sein même du collège.

SNES

- Prévenir l'échec scolaire, prioritaire en 6e et 5e en créant des regroupements propres à assurer la différenciation pédagogique, notamment des groupes à effectifs réduits et homogènes tout en gardant le groupe de classe hétérogène.
- Améliorer les conditions d'enseignement dans diverses disciplines sinistrées, notamment technologie et biologie. Il faudrait tendre vers deux heures par discipline, dédoublées pour les TP et ateliers à tous les niveaux du collège.
- Faire du collège un véritable lieu d'études. En évitant les journées surchargées, en améliorant les conditions d'accueil et de transports, en développant des lieux de travail personnel encadré (CDI, études surveillées, aide au travail personnel).

SNETAA

- Pour les élèves en difficultés scolaires au collège, création d'un cycle professionnel individualisé (CPI).
- Revenir sur la suppression massive des CAP en trois ans en maintenant les sections existant encore et en en créant d'autres à ce niveau.
- S'opposer au transfert des 4e et 3e technologiques, implantées en lycée professionnel, vers le collège où la technologie devient une polytechnologie déprofessionnalisée.

SNALC

- Etablir trois cycles au sein du collège (6e, 5e/4e, 3e)
- Procéder à une différenciation progressive des cursus. Avec la mise en place, dès la 6e, d'une opération de remédiation pour les élèves en difficulté, à l'issue d'une évaluation déplacée en fin de CM2. Création d'une 5e de réadaptation et d'une 4e de réinsertion fondée sur l'enseignement en alternance. Toutes ces structures débouchant sur une orientation soit en lycée professionnel, soit en lycée technique.
- Restaurer l'autorité des profs dans le processus de décision d'orientation.

67%

de bacheliers en Bretagne

67 % des élèves de l'académie de Rennes accèdent au niveau bac contre 60,6 % en moyenne nationale. Une performance particulièrement remarquable si l'on rapporte, comme l'a fait la direction de l'évaluation (DEP) du ministère de l'Education nationale, ce résultat aux proportions relevées nationalement dans les différentes catégories sociales. Dans le peloton de tête à l'évaluation de français et de maths de CE2, premiers à celle de 6e, les petits Bretons pulvérisent les records. A l'inverse, les jeunes des régions Alsace et Provence-Côte d'Azur affichent des performances très inférieures à ce que leur origine sociale laisserait présager. Explication de Claude Thélot, directeur de la DEP : "La demande d'éducation des familles est déterminante." L'école, le savoir, en Bretagne, on y croit. "L'attente des paysans bretons face à l'école est beaucoup plus importante que celle des ouvriers alsaciens." Mêmes causes et mêmes effets : Limousin, Lorraine et Nord-Pas-de-Calais affichent des scores plus qu'honorables, Provence-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon, des résultats très inférieurs à la moyenne nationale, médiocres au regard du recrutement social des enfants.

Ne pas baisser les bras

Portes murées, vitres brisées. Dix tours du quartier des Minguettes à Vénissieux, n'attendent plus que leur démolition. Comme si tout le "mal être" qu'elles abritaient allait imploser en même temps que le béton. Drôle de solution. Certains diront renonciation…

A quelques pas de là, au collège Elsa Triolet, on le vit au quotidien ce fameux "mal être". Avec 23 % des parents d'élèves au chômage, plus de 60 % d'élèves boursiers et une vingtaine d'élèves sur les 800 que compte le collège, impliqués dans des actes de délinquance.

Pourtant, pas question de renoncer. C'est au contraire par un dynamisme presque surprenant dans un tel contexte, que les professeurs, leur principal, Martine Tauszig, en tête, ont décidé de répondre. Comme s'ils n'avaient pas le choix. Comme si c'était une question de survie. "Il ne s'agit pas de faire de la démagogie ni de nier les problèmes. Il est simplement évident qu'on ne peut enseigner à Elsa Triolet comme dans un autre collège" explique Martine Tauszig. Elsa Triolet, implanté en ZEP (zone d'éducation prioritaire), doit en effet assumer toutes sortes de problèmes qu'un collège de centre ville ne soupçonne sans doute même pas. Lorsqu'un élève, chassé de chez lui depuis plusieurs jours et vivant dehors, vient lancer des pierres dans les vitres des salles de classe, que faire ? Quand deux autres se battent violemment dans les couloirs, avec une agressivité qui fait peur, là encore que faire ? "Je passe une bonne partie de mes journées à tenter de résoudre des problèmes de discipline. C'est usant ! Mais c'est aussi mon rôle. L'école de la démocratie ne pourra exister ici que si l'on réussit à surseoir à la violence" insiste Martine Tauszig.

Pour faire face à des élèves dont certains sont en rupture totale avec l'univers scolaire, il faut de l'imagination. "Même si ces élèves constituent une petite minorité, nous devons trouver une solution pour eux. Dans leur intérêt, mais aussi dans celui de la collectivité. A eux seuls, ils déstabilisent des classes entières par leur comportement ascolaire" explique Robert Simon, conseiller d'orientation. Comportement qui va de l'absentéisme à répétition à la passivité totale en passant par une forte agressivité à l'égard des profs et des autres élèves. Quinze garçons et cinq filles particulièrement "durs" ont été littéralement "pris en main". Chaque semaine, ils ont l'obligation d'assister à un entretien avec le conseiller d'orientation. "J'essaie de leur faire prendre du recul par rapport à leur attitude, de leur montrer qu'elle est inacceptable. Ils ont besoin qu'on leur rappelle sans cesse les règles du jeu scolaire. Comme s'ils ne parvenaient pas à les intégrer…"

Accompagnement social des élèves, d'accord. Mais pas au détriment des enseignements proprement scolaires. "Notre projet d'établissement est très clair là-dessus ; nous devons faire de nos élèves des élèves compétents. C'est donc un constant jeu de balance entre les missions de l'école et la prise en compte des problèmes personnels des élèves" tient à souligner Martine Tauszig. D'où toute une série d'aides au travail personnel. Avec, notamment, des cours de "remédiation". Chaque mois, les profs signalent les élèves qui rencontrent des difficultés. Ces élèves devront suivre une heure hebdomadaire de remise à niveau avec un autre prof. A souligner également le travail sur Gerex, un fichier colossal dans lequel l'élève vient puiser des exercices à effectuer. Sans compter l'action des documentalistes qui initient les élèves à la constitution d'un dossier de presse ou à la recherche documentaire ! Et les ateliers "lecture-écriture" ou "vidéo". Impossible d'ailleurs de citer toutes les expériences culturelles, sportives et artistiques tant elles foisonnent à Elsa Triolet. Un foisonnement sans doute rendu possible par les moyens non négligeables dont dispose ce collège de ZEP, étiqueté "établissement sensible" de surcroît. Mais, surtout, dû à la volonté d'une équipe pédagogique qui ne baissera pas les bras. Aux Minguettes, on ne peut qu'être passionné…

Isabelle Gravillon



A Elsa Triolet, au cœur des Minguettes, passion et imagination pour contrer les situations de ruptures.

Les élections cantonales des 20 et 27 mars arrivent un an après l'arrivée de Balladur au pouvoir. La moitié des électeurs français sont concernés par ce scrutin, ils devraient saisir cette occasion pour sanctionner la droite. Privatisations, régression sociale légalisée, libertés grignotées, inégalités renforcées, verrouillage et noyautage organisés. Le bilan de ces douze mois, c'est la société égoïste dénoncée par le premier secrétaire du parti socialiste lors de la campagne menée tambour battant à travers le territoire. Avec un impératif : construire une société solidaire.

MICHEL ROCARD DANS LA CAMPAGNE

"La droite, c'égoïste"

Même si les élections cantonales ne donnent pas lieu à une grande effervescence politique, Michel Rocard mène une campagne très active qui lui permet de dénoncer la politique conservatrice et les grossières erreurs d'Edouard Balladur.



Fondation Jean Jaurès

DES CANTONALES

est la société

Depuis un mois, Michel Rocard fait du "tourisme politique".
Entendez, il est en campagne électorale. Et il ne se ménage pas. Il est allé apporter son soutien aux candidats socialistes aux cantonales dans le Lot, en Vendée, en Meurthe-et-Moselle, dans la Vienne, le Var, la Haute-Vienne, l'Isère, avant de se rendre dans le Doubs, la semaine prochaine. Parallèlement, il s'est adressé à l'ensemble des Français dans le cadre de l'émission "7 sur 7" et en publiant un long article dans "Le Monde" sur son projet de "société solidaire". Bref, à mi-chemin entre son accession à la tête du PS et l'élection présidentielle, Michel Rocard met le turbo, s'appuyant sur la remise en ordre du PS et profitant des difficultés d'Edouard Balladur.



Les étapes éclair de ce "tourisme politique" ne laissent pas le temps au patron du PS d'admirer le paysage ou... les clins d'œil de l'Histoire. Mardi soir, filant en voiture avec Alain Rodet, le maire de Limoges, vers Beaubreuil où se tenait le meeting, il n'a sans doute pas remarqué qu'il passait devant le café "Le Tonton"...
En revanche, il a constaté que les socialistes limougeots n'avaient guère éprouvé de difficultés à mobiliser leurs troupes. Un millier de personnes l'attendaient dans une ambiance chaleureuse. Elles n'ont pas été déçues car Michel Rocard s'est montré sans concession pour la droite et Edouard Balladur : "Réformer n'est pas facile. En voilà une découverte ! Comme si c'était nouveau ! Comme si les gens qui avaient tout le temps de se préparer au pouvoir avaient simplement oublié ce détail !
M. Balladur avait certes prétendu écrire un dictionnaire de la réforme, seulement, il n'avait pas pensé au mode d'emploi, et il se trouve aujourd'hui démuni, n'offrant à la France, semaine après semaine, qu'une suite d'avancées et de reculs piteux (...) Quant au fait que ces réformes soient mauvaises, il suffit de songer à l'avenir qu'elles offrent à la jeunesse. Le gouvernement ne trouve à lui proposer qu'un CIP, contrat d'insertion professionnelle, qui n'est en réalité qu'un CEP, contrat d'exploitation-précarité. Sous couvert de s'attaquer à ses difficultés, il profite de l'occasion pour ne lui faire miroiter qu'un avenir au rabais. Voilà le nouvel horizon que le gouvernement dessine à la France. Voilà l'espoir qu'il propose à la jeunesse (...) En réalité, le Premier ministre et ses ministres ne comprennent pas le monde d'aujourd'hui. Ils ne comprennent pas leur époque, et c'est dangereux pour le pays. Nos adversaires se trouvent dès lors enfermés dans une alternative absurde qui ne leur offre de choix qu'entre l'immobilisme ou l'aventurisme (...) Le seul projet de société qu'ils aient en tête, c'est la société égoïste : que les meilleurs s'en tirent et consentent quelques aumônes aux autres pour qu'ils se tiennent tranquilles."
A ces sombres perspectives, Michel Rocard oppose celles des socialistes : "Notre projet à nous, celui que je propose et que je ne cesserai de décliner, c'est la société solidaire. Dans les mois qui viennent, je montrerai pourquoi elle est nécessaire, je montrerai en quoi elle consistera, je montrerai comment nous pouvons la construire."



Michel Rocard dans le Var le 11 mars.

Dénonçant l'"Etat-Balladur", le premier secrétaire du PS s'en prend également à la politique économique du gouvernement : "L'équation de M. Balladur est simple : 120 milliards de prélèvement sur le pouvoir d'achat des Français, plus 80 milliards d'allègement des charges des entreprises = trois cents mille chômeurs supplémentaires. Voilà le bilan vrai de celui qui est considéré comme un bon Premier minsitre. Qu'est-ce que ce serait s'il était mauvais ?"

Un an de balladurisme

Critiquant un gouvernement qui, au lieu de favoriser la relance, ponctionne le pouvoir d'achat des Français, il lance : "Là où il faut des vitamines, le gouvernement administre des calmants. Là où il faut stimuler, il administre une purge. Non seulement il prive les Français des moyens d'alimenter une relance, mais encore il sacrifie durablement leur protection sociale au dogme de la baisse des charges des entreprises. Le résultat est double. D'une part, le chômage continue d'augmenter et le fait même sur un rythme accéléré. D'autre part, on met en péril tout l'édifice sur lequel est bâti notre édifice de protection sociale."
Le bilan d'un an de balladurisme, qui se résume à la mise en place d'une politique ultra-conservatrice et à des fautes énormes de gouvernement, fournit des atouts aux socialistes. Michel Rocard les exploite et commence à poser les jalons d'un projet alternatif. Les élections cantonales traduiront-elles l'émergence d'un nouveau climat politique plus favorable à la gauche ? Réponse dans dix jours.

Jean-Pierre Bedeï

Collection Jean-Jaurès

CONTRE LE SMIC-JEUNES

Un faux-pas qui coûtera cher au gouvernement

Le Smic-jeunes a dressé jeunes et moins jeunes contre lui, et restauré l'union syndicale : Edouard Balladur ne pourra pas le maintenir. Mais il regrettera longtemps d'avoir voulu l'instaurer.



Personne ne m'aime" pleurent les affiches d'un nouveau film, tout au long des cortèges. Ils étaient nombreux à prouver le contraire. Jeunes des villes et des banlieues, jeunes des lycées et des IUT, jeunes des petits boulots et du chômage ; jeunes, adultes et retraités ; salariés et chômeurs : à un moment ou à un autre, le 10, le 12 ou le 17 mars, ils se sont retrouvés dans la rue. Tous unis.

Au coude à coude avec leurs aînés, les jeunes ont fait, coup sur coup, deux découvertes : celles de l'injustice et de la solidarité. Ce sont des expériences qui marquent toute une vie. Elles permettent de nommer les adversaires et de compter les amis. Le nom de l'adversaire est sur toutes les pancartes : un Balladur décliné à toutes les sauces, avec leur langage à eux, d'une verdeur inconnue jusque-là dans les manifestations. Tandis que s'élèvent, dans le ciel de la place de la République, les empreintes bleues et rouges des mains des amis, celles que les manifestants apposent, en passant, au bas d'immenses rouleaux de tissu blanc portés par des ballons jaunes. La CGT, le 12, avait un sens aigu du symbole, tout comme l'ensemble des syndicats le 17. En un certain sens, les affiches publicitaires qui émaillaient le parcours des différents cortèges aussi.

"Un diplôme, un métier, un salaire" paradent les panneaux publicitaires en faveur de l'apprentissage. En commanditant sa campagne bien avant les décrets instaurant le contrat d'insertion professionnelle, le conseil régional d'Ile-de-France ne pensait pas faire œuvre de provocation. Et pourtant, les jeunes ricanent : "On court après le diplôme pour avoir un métier et on n'aura même pas de salaire." Alors qu'ils représentent moins du quart des salariés, les moins de 26 ans forment, déjà, 36 % des smicards : pour Balladur, ces smicards-là sont encore trop payés. L'avenir qu'il leur prépare, ils l'évoquent, par dérision, avec toute une série d'équations d'un genre nouveau, en appelant Einstein en renfort : "Après E = M C 2, bac + 2 = Smic - 20".

Qui Balladur a-t-il cru pouvoir tromper en leur promettant 80 % du salaire conventionnel de la branche où ils trouveront un emploi ? Pas eux. Ils ont déjà appris le réalisme en poursuivant le plus loin possible leurs études pour échapper au chômage et affronter le monde du travail en étant mieux armés. Ce réalisme que la crise leur a appris, ils continuent à le pratiquer. Ils savent que, s'ils n'arrivent pas à faire reculer le Premier ministre, le fruit de leurs efforts leur échappera : ils seront, de toutes les façons, sous-payés par rapport aux diplômes qu'ils ont acquis. Parce qu'ils sont jeunes, tout simplement.

"Jeunes de moins de 25 ans, une idée pour la fête de la jeunesse" plastronnent les placards électroniques de la mairie de Paris. La jeunesse n'est pas à la fête, mais elle a une idée. Qui n'a rien à voir avec celle de Chirac et de ses petits copains : l'abrogation du CIP. En revanche, la majorité, elle, commence à se poser des questions : elle avait oublié que les bac + 2 sont déjà des électeurs et que les autres vont le devenir très bientôt. Les jeunes risquent de se souvenir longtemps, leurs bulletins de vote en main, de l'avenir qu'elle tente de leur préparer.

"Papa, attention, Balladur veut que je pique ton travail". Décidément, cette génération a muri très vite. Comprenant que les intérêts des salariés en place vont dans le même sens que les siens, elle a participé sagement, sans désemparer, aux manifestations des syndicats. Quand ils seront eux-mêmes salariés, certains manifestants rejoindront sans doute leurs rangs : ils sont du même monde. Les salariés ont regardé avec bienveillance les cortèges de jeunes, parce qu'ils sont leurs propres enfants, et qu'un sous-Smic les menace, eux, directement. Pour défendre les uns et les autres, les syndicats se sont unis, ce qui ne leur était pas arrivé depuis des lustres.

D'autres jeunes étaient là qui, eux, n'étaient pas venus manifester, mais se manifester et casser. Du même âge, mais pas du même monde. Le vrai décalage, ces jours-ci, n'était pas entre les jeunes qui manifestaient et les adultes salariés ; il éclatait entre les jeunes eux-mêmes, entre leurs habits, leurs attitudes, leurs espoirs. D'un côté, les jeunes qui se défendent comme les futurs adultes qu'ils seront et avec les mêmes armes ; de l'autre, les jeunes d'au-delà de toute espérance, qui tapent sur les vitrines, signe, pour eux, de la provocation d'une société par trop inégale et cruelle qui les a déjà exclus et dont ils n'attendent plus rien, pas même du travail. "Au trou, les casseurs" ont fini par scander, le 10, les jeunes manifestants. "Dehors de la manif", a imposé le service d'ordre de la CGT, le 12. Personne n'a tendu la main à ces jeunes des banlieues, complètement à la dérive, et pour qui le travail ne signifie plus rien. Le programme de préparation active à la qualification et à l'emploi (Paque), les processus d'insertion et de formation avaient été lançés pour eux par la gauche. La droite a voulu les casser.

Monique Grima

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Balladur entre incompétence et incohérence

Edouard Balladur est décidément un homme perspicace. Il avait discerné le malaise de Canal Plus grâce aux journaux. Aujourd'hui, il avoue avoir découvert la société française grâce à la tournée qu'il vient d'effectuer dans les régions. Dix voyages au cours desquels ses rencontres avec la population ont pourtant été fort limitées.

De la région capitale, peuplée de onze millions de franciliens, il n'a vu que les façades du 7e arrondissement de Paris où il rencontrait, le 14 février, les élus régionaux et les socio-professionnels. A Rennes, dix jours plus tôt, il devisait tranquillement sur l'avenir de la Bretagne dans un hôtel de région transformé en camp retranché pour échapper à la fureur des marins-pêcheurs. Même liesse populaire à Bordeaux, le 13 janvier, où des salariés sont venus manifester, et à Lyon, le 7 mars, où les étudiants protestaient contre les CIP. Sans doute pas le climat dont il rêvait, lui qui entendait, mine de rien, profiter de cette tournée pour lancer sa pré-campagne présidentielle.

Sur le fond, l'aménagement du territoire revêt pourtant une importance extrême. 80 % de la population cantonnée sur 20 % du territoire, des emplois concentrés dans des villes paralysées par les embouteillages, des habitants relégués dans des banlieues explosives désertées par les entreprises, dénuées de services et de transports en commun. Dans le même temps, les campagnes se désespèrent de la fermeture des petites lignes de chemins de fer, des écoles et des bureaux de poste. L'exclusion frappe des millions de gens. Un constat qui réclame la mise en place urgente d'une politique volontariste.

C'est sans doute sur ce point qu'Edouard Balladur trouvera les limites des ambitions affichées. Comment ce chantre du libéralisme, boulimique de privatisations, pourrait-il subitement se faire le défenseur d'un Etat interventionniste ? A un an des présidentielles, au nom de quoi ce grand économe des réformes épouserait-il les rêves d'un Charles Pasqua, qui veut aujourd'hui se refaire une nouvelle jeunesse en instiguant sa propre "révolution culturelle" ? Le projet de loi d'orientation qui devrait être soumis au Parlement en juillet dessinera la France de 2015. La querelle entre Pasqua et Séguin sur l'opportunité de débuter la discussion au Sénat ou à l'Assemblée n'étant pas encore tranchée, le ministre de l'Intérieur n'en promet pas moins depuis des mois un "grand chambardement". Et pour ne pas être démenti, il vient purement et simplement d'élaborer une autre "stratégie économique", fondée sur des investissements publics massifs, une refonte de la fiscalité et un contrôle accru de l'Etat. Publiée dans la presse avant même d'avoir été communiquée à Matignon, cette "plate-forme présidentielle" a fait bondir le Premier ministre, tandis que le ministre du Budget, atterré par les moyens financiers réclamés, ne décolère pas. En attendant, les élus inquiets voient, pour la première fois en quinze ans, diminuer les dotations de l'Etat aux collectivités locales. "Premier maillon de l'aménagement du territoire, les mairies sont aujourd'hui affaiblies. Du coup, c'est la solidité de toute la chaîne qui est mise en péril", explique Yves Dauge, maire de Chinon.

Autre malaise, celui provoqué par le discours ruraliste du gouvernement, doublé de l'abandon de la politique de la Ville. Ainsi, sur les 5 MF qui devaient être consacrés au plan de relance, 2,339 seulement ont été transmis aux ministères. Et les maires refusent de signer les contrats de villes. Sur les 185 qui devaient être paraphés avant la fin de l'année 1993, 31 seulement le sont à ce jour.

Quant aux délocalisations d'entreprises publiques, le gouvernement, fort discret, se contente d'indiquer qu'"il s'agira de renforcer les vocations naturelles des régions". Comment, dès lors, interpréter le maintien à Paris de la Caisse française de développement pour l'accueil de laquelle Nantes s'était portée candidate ? La décision a pourtant été avalisée par la Datar, "en dépit des atouts incontestables de la ville" qui accueille déjà le tiers des effectifs du ministère des Affaires étrangères et "de l'intérêt de l'aménagement du territoire".

Nombreux sont aussi les élus qui, à l'instar de Jean-Pierre Balligand, député socialiste de l'Aisne, militent pour la mise en place d'une péréquation locale de la taxe professionnelle, la prise en compte des bassins de vie et d'emploi organisés dans des structures intercommunales à fiscalité propre, une redistribution de la fiscalité d'Etat inversement proportionnelle au PIB régional ou local. Seront-ils à leur tour contraints de constater que derrière la retenue légendaire d'Edouard Balladur se cache en réalité un manque de perspicacité affligeant ? Que penser en effet d'un prétendant aux destinées de l'Etat qui, à Lyon, dernière étape de sa tournée, lançait : "Le succès du débat national a montré une attente chez les Français qu'on ne soupçonnait pas. En tout cas pas moi !" Affreux !

Christel Banderier

36 %
des smicards ont moins de 26 ans

L'âge est un facteur important pour faire partie des 1,7 million de smicards, le sexe aussi. Parmi les hommes smicards, la proportion de jeunes est plus importante que pour les femmes, plus de 40% contre environ 30%. Les premiers sont plus souvent rémunérés au Smic au début de leur vie active et voient ensuite leurs salaires augmenter, les secondes restent au Smic la majeure partie de leur vie active.

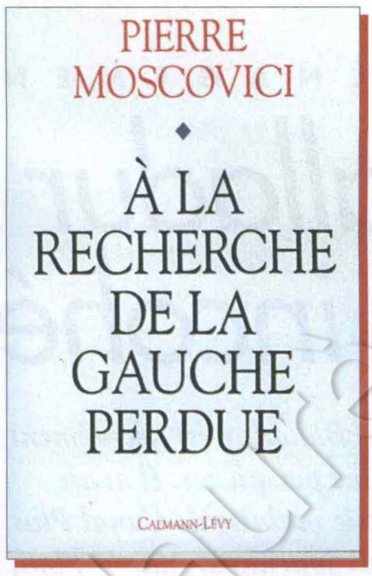
D'autre part, par le biais de l'apprentissage, de l'exo-jeunes, des contrats d'insertion en alternance et des contrats emploi-solidarité, 20% au moins des jeunes salariés bénéficiaient à la fin de 1991 de mesures spécifiques qui induisaient pour leurs employeurs un coût du travail inférieur à celui du Smic. Mais elles étaient -toujours- accompagnées de formation. Aujourd'hui, elles disparaissent au profit du Smic-jeunes sans formation.

Pour tenter de s'en sortir, les jeunes ont eu tendance à allonger leur temps de scolarité : les moins de 25 ans étaient 41,9 % dans ce cas en 1991, 43 % en 1992. Cette prolongation s'observe à tous les âges.

Collection Fondation Jean Jaurès

LIVRES POLITIQUES

Le printemps des idées



Quelques bourgeons suffiront-ils à faire un printemps pour la gauche ? En tout cas, moins d'un an après le grave échec des législatives, les idées commencent à fleurir dans les débats, les discours et surtout dans les ouvrages ou les essais. Le discrédit dont souffre la politique, pas plus que les résultats de la gauche en mars 1993, n'effraie quelqu'un comme Pierre Moscovici, trésorier du Parti socialiste et auteur de "A la recherche de la gauche perdue" (1), ouvrage qui fait à la fois œuvre d'analyse et de proposition. Pour pouvoir reconstruire, encore fallait-il déblayer les ruines. Après la défaite de mars dernier, ce travail de deuil était difficile et douloureux mais nécessaire et long. On pouvait croire la gauche trop bas pour mener à bien l'exercice. Parmi les premiers, Pierre Moscovici s'y risque, avec efficacité et clairvoyance. Son propos ouvert fait oublier la langue de bois. Ni brûlot ni règlement de comptes, mais plutôt réflexion construite sur le travail de la gauche au pouvoir, ses réussites ou ses erreurs, les raisons de son rejet par le peuple et ses chances de renaître.

C'est là que la pensée devient prospective et les convictions propositions d'action. Les objectifs se nomment espérance et renaissance. Moscovici s'emploie à leur donner comme fondement des idées et des valeurs qui se doivent de retrouver une actualité en cette fin de siècle. Pour lui, plusieurs réformes de fond sont nécessaires et d'abord celles qui concernent l'Etat et le service public. L'Etat doit retrouver ses missions prioritaires en amplifiant la déconcentration de ses services, ainsi que le sous-entendait la décentralisation, et en simplifiant les procédures administratives. Il faut également rendre au service de l'Etat ses lettres de noblesse afin d'en démocratiser le recrutement et d'en éclaircir le fonctionnement.

Autres impératifs de démocratie : revenir à un parlementarisme authentique, organiser une démocratie participative en utilisant tous les moyens modernes de communication immédiate, faire des banlieues les lieux du renouveau du service public en instituant les "Grands Travaux pour les banlieues". L'autre valeur à redéfinir d'urgence est celle de la dimension européenne, en regard et en complément de celle de nation qui n'est pas, explique l'auteur, une notion qu'il faut classer uniquement à droite. Et il appelle de ses vœux une véritable réflexion européenne où pourraient se trouver redéfinies bien des notions aujourd'hui vidées de leur sens originel par la vitesse des changements. Il en est ainsi, par exemple, de la citoyenneté dont le nouveau contenu donnerait des réponses dignes et fortes aux questions que soulèvent les migrations et la mobilité des peuples. Quant aux réponses à apporter aux problèmes économiques, Moscovici n'hésite pas à appeler, à ce propos, à la rupture avec les dogmes du début du siècle -budgétarisme et monétarisme- avant de reconstruire une économie "politique" imaginative, au service de l'emploi.

Son ouvrage devient ainsi, avec volonté et imagination, une réponse solide et charpentée à "la mélancolie démocratique" dont souffre aujourd'hui la France. Et un démenti cinglant à ceux qui croyaient éteint le militantisme intelligent.

L.C.-S.

(1) Calmann-Lévy, 306 p., 110 F.

EN BREF

● ***Les différentes unités du centre de production de Peugeot (11.600 salariés), à Mulhouse, chômeront de deux à huit jours en mars. En tout état de cause, 995 postes doivent être supprimés cette année.***

● ***Les syndicats CGT et CFDT de l'INSEE ont dénoncé, lundi, les "pressions" auxquelles aurait cédé la direction de l'institut de statistiques. Celle-ci a, en effet, publié un communiqué minimisant les résultats d'une enquête publiée cet été. Elle démontrait que l'instauration d'un Smic-jeunes ne permettrait de créer qu'un nombre d'emplois assez réduit.***

● ***"On meurt encore à 14 ans au travail" affirme le groupe du parti des socialistes européens. 11 adolescents sont morts, en un an, sur leur lieu de travail au Royaume-Uni, 500 ont été gravement blessés, 5.000 ont eu des accidents entraînant une incapacité temporaire.***

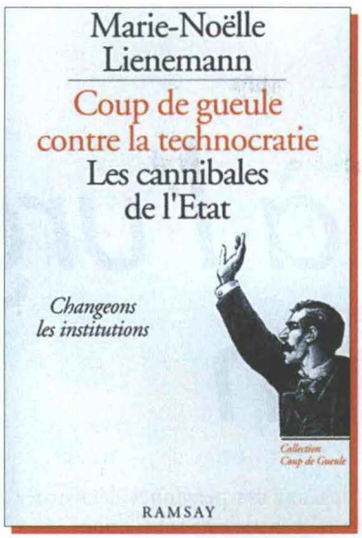
● ***Encore un opposant à la loi quinquennale sur l'emploi ! Le CNPF est "totalement opposé" au remplacement des décrets de 1936-1937 sur la durée légale du travail. Il refuse que, dans l'industrie, il puisse y avoir deux jours de repos hebdomadaire alors qu'un seul est obligatoire aujourd'hui.***

● ***Les 25, 26 et 27 mars 1994, à Paris, aura lieu la troisième rencontre européenne pour le droit des femmes à l'avortement et à la contraception, co-organisée par la Coordination nationale pour le droit à l'avortement et à la contraception, le Mouvement français pour le Planning familial et le Réseau européen pour le droit des femmes à l'avortement et à la contraception. Cette rencontre permettra de définir des stratégies communes et de développer des réseaux de solidarité. Renseignements : 48 07 29 10.***

● ***Les Français partent moins en vacances, crise oblige. Selon une enquête réalisée à l'occasion du Salon mondial du tourisme qui se tient à Paris du 17 au 21 mars, 57 % d'entre eux sont partis en 1993, contre 60 % en 1992 et 66 % en 1991.***

● ***Les 14 syndicats d'Air France sont bien décidés à négocier durement le projet "Reconstruire Air France" que le président Christian Blanc a soumis à l'ensemble du personnel. Au programme, gel des salaires et blocage des promotions. Si une seule signature manque, le président compte organiser un référendum parmi le personnel.***

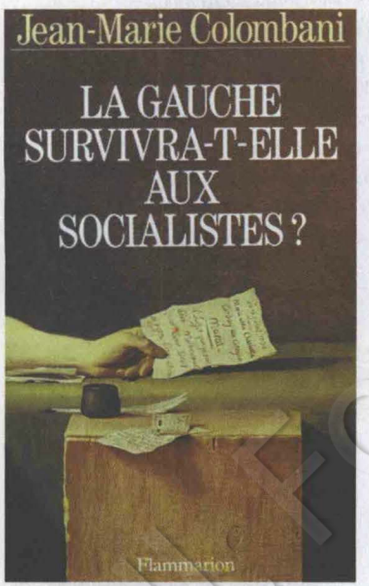
Haro sur les technos



On le sait depuis longtemps : Marie-Noëlle Lienemann n'a pas la langue dans sa poche. De retour dans l'opposition, elle pousse un coup de gueule contre le poids grandissant de la technocratie dans l'Etat et la politique. Sa protestation a pris la forme d'un livre (1), alerte et concret, qui se nourrit de l'expérience de ministre et de maire de son auteur. A l'aide d'exemples concernant un projet routier de la région parisienne, le logement, une décharge publique ou l'aménagement des banlieues, Marie-Noëlle Lienemann nous présente les combats qu'elle a menés pour que le bons sens et la volonté politique prennent le pas sur les projets et les conceptions souvent déconnectés de la réalité des "technos". A force de monter au créneau avec une belle ténacité, elle a peut-être acquis une réputation de "socialo-emmerdeuse". Mais elle n'en a cure. De son passage au gouvernement et de dix ans d'exercice du pouvoir par les socialistes, Marie-Noëlle Lienemann tire une conviction : "Le système institutionnel est mauvais car il accroît le décalage entre la décision publique et la population. La gauche s'est engluée dans la technocratie. Aujourd'hui, elle doit choisir les enjeux de société qu'elle doit porter. Son challenge est de reprendre contact avec les couches populaires et de réincarner l'espoir. Il faut revaloriser le rôle de l'Etat et le service public. C'est un des grands enjeux du débat entre la droite et la gauche."

J.-P. B

(1) "Les cannibales de l'Etat", Ramsay, 214 p., 85 F.



Après la pluie, le beau temps

Soutenir que Jean-Marie Colombani, qui vient d'être désigné directeur du prestigieux quotidien "Le Monde" -nous lui souhaitons beaucoup de succès-, se montre aimable pour les socialistes serait peu conforme à la réalité. Non, vraiment. Ce n'était d'ailleurs pas son propos de journaliste. Mais il ne faut pas en rester à la lecture de son titre (1) et reposer le livre chez le libraire. Il faut aller au delà et passer -quitte à y revenir un jour de soleil- la première partie : "le socialisme est mort", pour se pencher sur la seconde : "vive la gauche".

Ce mode d'emploi rend alors l'ouvrage de Colombani sympathique et surtout intéressant car argumenté et prospectif. "Transformer en forces ses propres faiblesses", propose-t-il aux gens de gauche, selon le dicton de Mao, en observant une constante : chaque fois qu'elle a été battue, la gauche a su rebondir. "Chaque crise a été suivie d'une renaissance" écrit Colombani qui appelle la gauche au courage d'une refondation car "une démocratie normale ne peut vivre sans elle". A quelles conditions la gauche française et européenne saura-t-elle, cette fois encore, se relever ? D'abord en comprenant que la société de la fin du XXe siècle, individualiste et éparpillée, n'a plus grand-chose de commun avec celle du début, ensuite que le socialisme ne peut être un projet de société mais un projet pour la société, un "horizon de valeurs". A partir de la synthèse du philosophe américain John Rawls (lire "Vendredi" 220), il propose de procéder à une nouvelle élaboration, une redéfinition des idées héritées des Lumières : droits de l'homme, tolérance, citoyenneté, égalité... "Mêler expérimentation et utopie, horizon européen et développement planétaire, solidarités sociales et inter-ethniques entre le Nord et le Sud, être capable, à chaque instant de la vie de la société, de se porter à la pointe du combat contre l'injustice du moment : si la gauche prend ce chemin-là, le reste -c'est à dire le pouvoir- lui sera redonné de surcroît."

L.C.-S.

(1) "La gauche survivra-t-elle aux socialistes ?", Flammarion, 214 p., 105 F.

COUP D'ŒIL

Le 6 juin, je n'y étais pas. Je ne pouvais pas y être. Je n'étais pas né. Certes ma liberté en est l'héritière et je ne veux pas oublier les souffrances dont elle a été payée. La mémoire n'est jamais de trop. Mais ma génération vit avec les Allemands comme avec des amis et des partenaires. Ce présent nous fait lire le passé autrement et, j'ose le dire, plus lucidement. En 1945, c'est le nazisme qui a été défait. Et les Allemands en ont été aussi libérés que nous-mêmes de Pétain et des collabos. Je tiens à cette précision. C'est elle qui donne le fil de l'avenir européen. C'est pourquoi je le dis franchement : je n'aime pas les commémorations faites sans les Allemands quand elles donnent l'impression d'être faites contre eux. Et je suis révolté lorsque je lis l'explication d'un Pandraud au refus de leur présence aux commémorations du débarquement : "Et pourquoi pas Hitler s'il était vivant ?" L'Allemagne, ce n'est pas le nazisme. La France, ce n'est pas Pétain, ni Le Pen. La Serbie, ce n'est pas Milosevic. Et tant qu'à célébrer les débarquements d'une manière pédagogique, celui de Provence aurait été plus instructif pour des milliers d'imbéciles racistes. L'armée française d'Afrique, celle de Monte-Cassino par exemple, c'était aussi beaucoup de Marocains, d'Algériens, de Sénégalais. En nous aidant à retrouver notre liberté, ils préparaient d'ailleurs la leur. Contre nous. La lutte pour la liberté, c'est contagieux. Je préfère cette contagion à celle de la lutte entre les peuples. Chacun ses nostalgies !

Jean-Luc Mélenchon

INDRE-ET-LOIRE

Répondre à l'urgence au quotidien

Dans les petites villes, le chômage reproduit parfois, à une échelle inférieure, les phénomènes d'exclusion des grandes cités. L'association "Vienne-Appart", qui intervient depuis fin 1992 sur l'ensemble du canton de Chinon, s'est fixé comme objectif de permettre aux plus démunis d'accéder à un logement.

Le canton de Chinon représente une quinzaine de communes (de toutes tendances politiques) et 20.000 habitants, dont près de 10.000 sur Chinon. Yves Dauge, maire de Chinon, et le groupe de travail "hébergement transitoire" (élus locaux, partenaires sociaux) qui intervient dans le cadre de la convention habitat du canton (1) sont à l'origine de la création de "Vienne-Appart". Présidée par Jean-Jacques Laporte, adjoint aux affaires sociales à Chinon (2), elle réunit des élus, des responsables d'associations, des personnes qualifiées... "Vienne-Appart" dispose actuellement d'une quinzaine de logements, tous situés sur la ville de Chinon. Cela va des chambres individuelles aux logements de cinq pièces."

Un hébergement d'urgence

L'association répond à deux types de demandes, explique Laurence Guittier, chef de projet du développement social-urbain et coordinatrice de "Vienne-Appart". "Nous accueillons, de façon ponctuelle et transitoire, des personnes qui sont dans le besoin. Par exemple, des jeunes qui partent de chez leurs parents, des femmes battues qui quittent le domicile conjugal... Il s'agit d'un hébergement d'urgence pour six mois maximum. L'association prend en charge les frais divers : eau, électricité... Nous demandons une participation symbolique de 300 F par foyer. Nous assurons également tout un accompagnement social de ces personnes avec les assistantes sociales du secteur ou du CCAS et de nombreux bénévoles". Dans le cadre d'une convention signée avec l'Etat pour l'aide aux associations logeant des personnes défavorisées, "Vienne-Appart" bénéficie de subventions.

Deuxième activité de "Vienne-Appart" : la sous-location. L'association loue à des propriétaires publics (ville, Opac...). "Les propriétaires nous confient leurs logements, poursuit Laurence Guittier, et nous chargent de trouver des occupants. Ces logements sont destinés à des personnes en difficulté. Nous nous occupons totalement de la gestion. Cette méthode rassure les propriétaires qui ne veulent pas louer directement à des gens démunis, de crainte de n'être pas payés.

Sous-location prise en charge

Les loyers sont pratiquement pris en charge par l'APL ou l'allocation logement. Mais il arrive souvent que le taux d'effort minimum à la charge des occupants soit encore trop lourd à supporter. Lorsque surviennent des retards de paiement, nous intervenons avant que la situation ne devienne catastrophique. Nous recherchons des solutions d'accompagnement en liaison avec les divers partenaires sociaux, l'objectif étant que les familles retrouvent rapidement le circuit du logement traditionnel.

Dès sa mise en place, l'association a bénéficié d'une subvention de la Fondation Abbé Pierre (150.000 F). Elle vit grâce à l'aide de l'Etat et des collectivités locales, notamment la ville de Chinon (3) et le syndicat intercommunal du Val-de-Vienne. Elle fonctionne avec deux postes à mi-temps. "Cet outil, souligne le chef de projet, répond surtout à une demande d'hébergement d'urgence et les situations sont très diverses. Nous avons, par exemple, logé des familles bosniaques réfugiées. En outre, il existe ici un phénomène d'alcoolisme important et, avec les travailleurs sociaux, nous arrivons parfois à résoudre certaines difficultés. Devant l'afflux de demandes, nous nous occupons en priorité des personnes les plus démunies parmi les plus démunies. A ce jour, "Vienne-Apport" a logé 18 foyers soit 35 personnes. Mais la question essentielle est de savoir combien, demain, il nous faudra de logements pour répondre aux besoins. En sachant que nous serons toujours tributaires des aides de la collectivité."

Chrystie Lipani

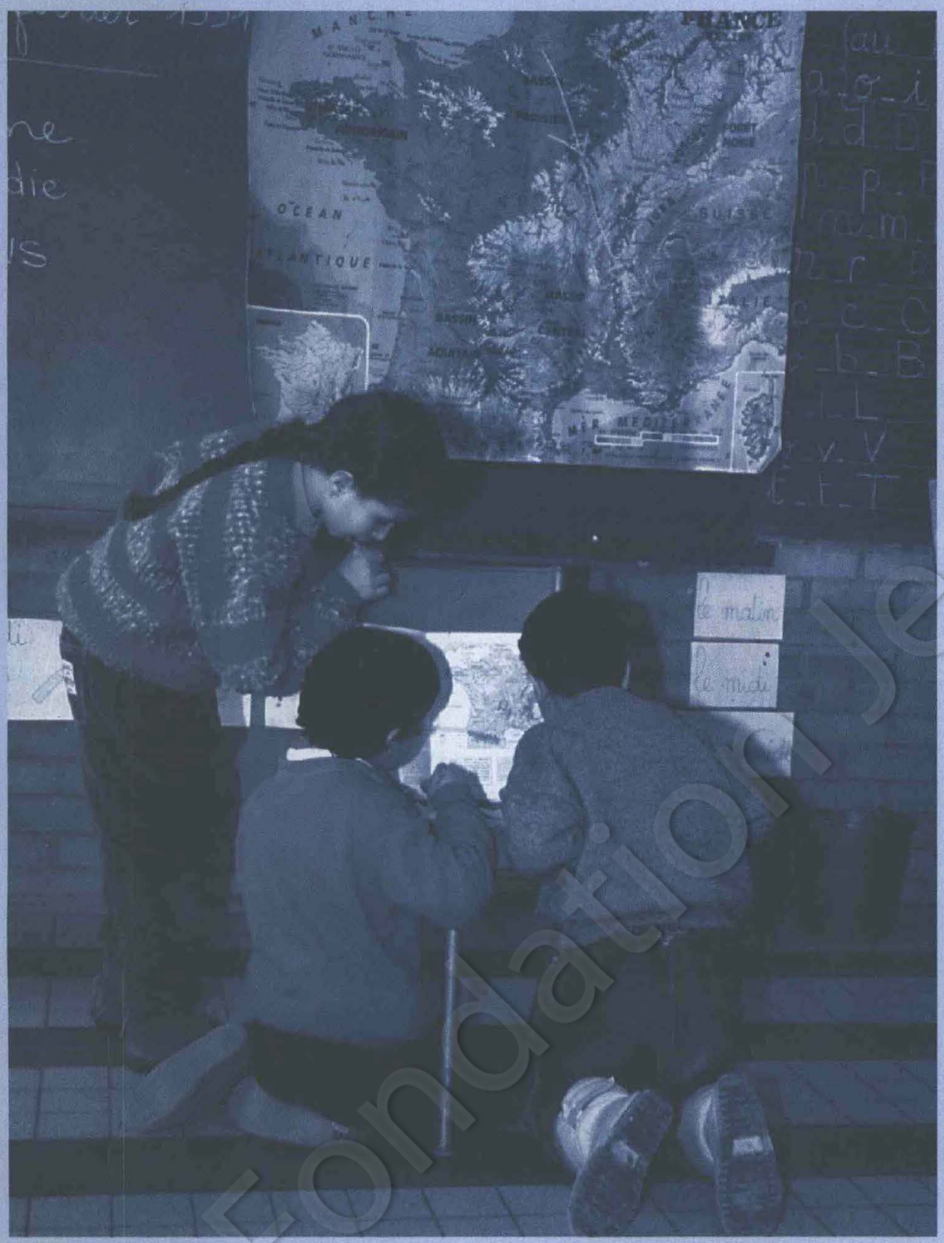
1. La Convention habitat du canton dépend de la commission action sociale du Syndicat intercommunal du Val-de-Vienne que préside Yves Dauge.
2. Jean-Jacques Laporte est également président de la commission action sociale du Syndicat intercommunal du Val-de-Vienne.
3. La ville de Chinon a acheté un immeuble en PLA d'insertion et aménagé cinq appartements pour hébergement temporaire et deux logements pour accueil de passage.

Le canton de Chinon représente une quinzaine de communes et 20.000 habitants.



Collection Fondation Abbé Pierre

Les missions de l'école



Le malaise que ressentent enseignants et élèves n'empêche pas la société française d'attendre toujours autant de son école. Entre formation à un métier et savoir, instruction ou éducation, ouverture sur la société ou séparation du milieu, quels objectifs pour l'école et quelles démarches pour y parvenir ? Des questions auxquelles Jacques Muglioni et Philippe Meirieu apportent des réponses souvent divergentes. Le débat se poursuit.

Quel est le rôle de l'école ? Doit-elle être ouverte sur la société ou être un lieu séparé de formation et de savoir ?

Jacques Muglioni : La fonction de l'école est d'instruire, à tous les niveaux, à s'approprier les méthodes de pensée qui élèvent à la connaissance dans l'ordre de la culture comme dans celui des sciences constituées. Toute école est donc élémentaire par essence. C'est en effet la maîtrise des éléments premiers dans l'ordre de la pensée qui assure l'autonomie de l'esprit et de la personne. L'école libératrice est celle qui délivre des habitudes, des préjugés, des expédients en vigueur dans la société ordinaire. L'école est ainsi le lieu de naissance de l'homme libre.

La question de l'ouverture de l'école ou de sa séparation comporte une ambiguïté dont profitent les rétheurs, qu'ils soient pédagogues ou réformateur. Et c'est jouer de cette ambiguïté que de présenter comme ouverture ce qui est en fait un principe d'enfermement : la famille, les médias, l'environnement, les intérêts de la société civile. On veut que l'école soit ouverte au monde ; on se plaint ensuite de ce que s'y engouffrent toutes les misères et tous les désordres du monde. Or, précisément, l'idée d'école suppose un lieu où l'on puisse découvrir ce qu'on n'aurait aucune chance de rencontrer dans le train ordinaire de la vie.

Ouverture ou séparation ? La question date de l'institution de l'école laïque. Pour les cléricaux, la séparation c'était la fermeture de l'école sur elle-même. Pour les laïques, c'était au contraire son ouverture sur un savoir et une culture délivrés de toute allégeance. Aujourd'hui, l'environnement qui cerne l'école n'est plus religieux ; il est médiatique et affairiste. Les républicains du siècle dernier estimaient que l'ouverture supposait la séparation. Aujourd'hui, l'ouverture de l'école est présentée comme dilution dans l'environnement. Ce renversement du pour ou contre explique la crise actuelle de l'école. La question mérite alors d'être posée : ne faudrait-il pas une seconde loi de séparation qui, cette fois, libérerait l'école de toute subordination à la société civile ? Certes il faut aussi être attentif aux plus démunis qui ont besoin de la protection de l'école après les heures de classe, ▶

Fondation Jean Jaurès

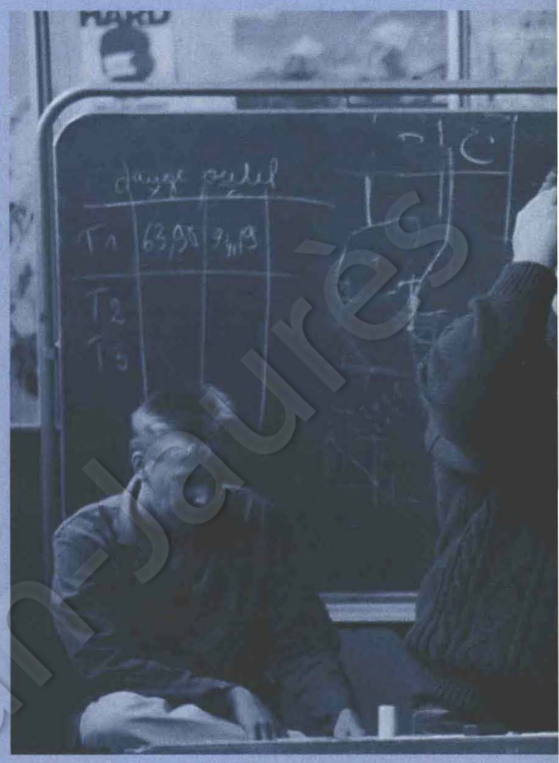
ou aux moins doués qui peuvent avoir intérêt à ne pas trop s'attarder dans une école ne leur proposant pas des tâches auxquelles ils accorderaient plus volontiers leur attention. Mais la nécessaire préparation à la profession n'autorise pas à sacrifier l'instruction élémentaire à laquelle on préfère trop souvent aujourd'hui le mimétisme et l'acquisition improvisée de savoir-faire sans principe.

Pour que l'école remplisse sa mission, il faut donc résister, réaffirmer plus que jamais la fonction d'unification sociale de l'institution.

Philippe Meirieu

Les maîtres que bénissent leurs élèves sont ceux qui, sachant que la vraie vie est ailleurs, invitent à rendre la liberté aux ailes de l'âme. La beauté des nombres transcende tout environnement. Le contentement tout intérieur que procure une démonstration, les lointains de l'histoire qui illuminent le présent, le poème qui nous venge d'un quotidien prosaïque, c'est précisément cela la classe. Et quand il faut redescendre dans le monde autour, que ce soit avec un regard neuf ou, si l'on préfère, déshabitué, capable ainsi de voir et de comprendre ce dont les assignés à résidence n'auront jamais la moindre idée ! Car ceux qui n'ont pas fréquenté l'école, lieu de loisir comme dit son nom grec, ne connaissent même pas le monde qu'ils habitent et qu'ils croient chérir, car ils n'ont jamais rien vu d'autre. Incapables de prendre conscience de leurs entraves et de leur œillères, ils mènent sans le savoir une vie carcérale.

Philippe Meirieu : Les débats sur le rôle de l'école seraient plus clairs si l'on précisait de quel niveau de l'école on parle. Le rôle essentiel que "la scolarité obligatoire" doit jouer relève de la responsabilité directe de l'Etat qui se doit d'assurer à chacun la formation nécessaire à l'exercice de sa citoyenneté. Si l'on peut légitimement justifier qu'après la scolarité obligatoire on mette en œuvre des politiques scolaires sélectives visant à spécialiser progressivement les élèves dans un registre professionnel ou disciplinaire, il est inacceptable d'exclure une partie des jeunes de l'accès aux savoirs fondamentaux.
L'école obligatoire doit, dans une interaction permanente, proposer un ensemble de connaissances qui permette à l'enfant et à l'adolescent de se comprendre et de comprendre le monde, et solliciter chez lui l'attitude fondamentale de toute vie en société : le sursis à la violence. Dans une société qui sacralise l'immédiateté et où les replis identitaires menacent le lien social, il est indispensable de former nos élèves à ce sursis à l'acte, au jugement, à la décision... Ce moment que l'on prend pour écouter l'autre, où l'on s'interroge sur la manière dont les hommes ont réagi avant nous aux problèmes que nous rencontrons, ce moment où l'on peut prendre sa distance à l'égard de ce qui nous a fait naître et même de ce qui nous a fait être.
C'est cela la véritable laïcité scolaire et elle ne connaît qu'une loi : l'interdit de la violence. Que l'éducateur enfreigne cette loi et l'institution tout entière s'écroule : en soumettant l'autre aux savoirs quand il fallait les lui soumettre, il ruine le projet même d'une instance éducative et de la formation d'une liberté.
Que, sous le prétexte de s'en tenir à la seule vertu de l'instruction, on renonce à cette éducation des élèves à la loi, que l'on exclue les gêneurs pour laisser les bons professeurs faire de la bonne pédagogie avec des élèves déjà éduqués, et c'est la société tout entière qui démissionne et se résigne à la barbarie.
Dans ces conditions, la question de l'ouverture de l'école sur la société se pose aujourd'hui de manière particulière. Pour bien en comprendre les enjeux, il faudrait montrer à quel point l'école du XIXe siècle, qui prétendait arracher l'enfant aux adhérences sociales, corporatistes, superstitieuses et inégalitaires de la société civile pour le rendre disponible à la "Raison universelle qui s'expose", était, en réalité, une école parfaitement inféodée à la société civile. Certes, il existait une "clôture scolaire" et les enseignants s'énorgueillissaient même de résister aux parents et aux notables... mais ils n'en étaient pas moins d'efficaces agents sociaux de ce que les sociologues nommeront plus tard "la reproduction".
Aujourd'hui, la clôture craque de toutes parts, la violence fait son entrée dans l'école, le consumérisme scolaire devient l'attitude dominante, les groupes de pression de toutes sortes commencent à dire qu'ils pourraient, après tout, avoir "leur" école. Pour que l'école remplisse sa mission, il faut donc résister, réaffirmer plus que jamais la fonction d'unification sociale de l'institution, redéfinir les objectifs communs de l'école obligatoire sur lesquels il n'est pas possible de transiger, travailler sans relâche à ce que l'école apprenne à construire les cadres pédagogiques et didactiques sans lesquels aucune transmission culturelle n'est possible... Mais cela ne doit pas interdire aux maîtres de faire appel à toutes les ressources et à tous les partenaires nécessaires. Quand on tient ferme sur les objectifs et qu'on garde la responsabilité des cursus et de leur évaluation, on n'a rien à craindre d'une "ouverture". La peur de l'ouverture, en revanche, est toujours le signe d'une inquiétude, voire l'expression d'une faiblesse.



A-t-on raison de mettre en cause la pédagogie moderne et les sciences de l'éducation ?

J.M. : La préoccupation pédagogique est née du scepticisme à l'égard des contenus. Ce n'est pas par hasard si son origine, au début du siècle, est principalement anglo-saxonne. Est d'abord récusée la maîtrise du savoir. Lorsqu'un enseignement échoue, on ne s'interroge pas sur la capacité du maître, non pas à disposer de savoirs tout faits, de savoir morts, mais d'apprendre et de réapprendre sans cesse lui-même, de refaire le chemin afin d'être en mesure d'y conduire sa classe. Il est donc clair que l'éducation ne peut être l'objet de recherches spéciales, mais plutôt d'une réflexion résolument philosophique.

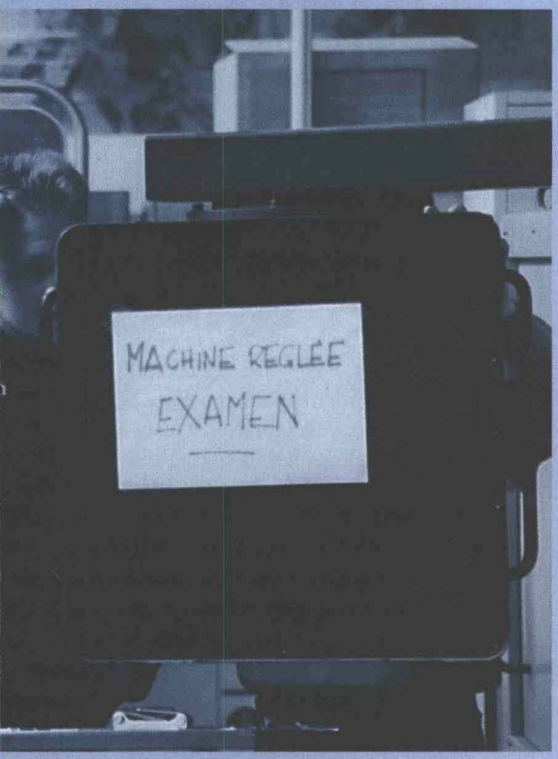
"L'enfant, substitué à l'élève, c'est la fin de l'école."

Jacques Muglioni

"Il faut amener les jeunes à intégrer leurs préoccupations dans l'ordre scolaire pour que l'école puisse les faire progresser."

Philippe Meirieu

Collection Jean-Jaurès



Bibliographie

Philippe Meirieu,
- **"L'Envers du tableau. Quelle pédagogie pour quelle école ?",** ESF, 1993.
- **"Emile, reviens vite... Ils sont devenus fous",** avec Michel Develay, ESF, 1992.

Jacques Muglioni,
- **"L'école ou le loisir de penser",** Centre national de documentation pédagogique, 1993. Lire également :
- **"La république et l'école"** dans Philosophie politique, n°4/1993.

André de Péretti,
- **"Controverses en éducation",** Hachette-éducation, 1993.

Bernard Charlot,
- **"Ecole et savoir dans les banlieues... et ailleurs",** avec Elisabeth Bautier et Jean-Yves Rochex, Colin, 1993.
- **"L'école en mutation",** Payot, 1987.

Colloque
- **"Quels enseignants pour quelle école ?",** Centre Galilée, 1993.

Marie-Duru Bellat et Agnès Henriot-Van Zanten,
- **"Sociologie de l'école",** Colin, 1993.

Antoine Prost,
- **"Education, société et politiques",** Seuil, 1992.

Baudelot et Establet,
- **"Le niveau monte",** Seuil, 1989.

Louis Legrand,
- **"Pour un collège démocratique",** La Documentation française, 1983.

Un savoir professionnel appuyé sur les savoirs fondamentaux.

Au contraire, on multiplie des palliatifs. On s'intéresse à l'enfant, à ses faiblesses et à ses motivations. On le prend pour le centre et la référence jusqu'au point d'évacuer tout enseignement réel. L'enfant substitué à l'élève, c'est la fin de l'école. Il en résulte une aggravation des inégalités. Les statistiques proprement frauduleuses qu'on met en avant pour attester la démocratisation de l'école tendent à cacher que l'acquisition des contenus réels est le privilège de quelques élus protégés par leur famille. On assiste ainsi à une privatisation d'un genre nouveau, d'un retour au préceptorat. Ce sont évidemment les enfants socialement les moins favorisés qui font les frais de cette démocratisation mensongère.

P.M. : La préoccupation majeure de la "pédagogie moderne" est que l'école ne se coupe pas de la société, que les savoirs enseignés soient investis, travaillés par le sujet qui les fasse entrer en interaction avec ce qu'il vit, faisant ainsi "de la vie avec de la mort".
Le problème majeur de tout enseignement est bien : comment faire pour que ces connaissances, que nous autres adultes considérons comme essentielles pour l'éducation des jeunes, ne restent pas pour eux de simple "utilités scolaires" permettant de réussir des examens et des concours ? Comment s'y prendre pour qu'elles fassent sens et les mobilisent, pas seulement dans l'enceinte de la classe, mais ailleurs, dans leur vie quotidienne, personnelle et professionnelle ? Le problème pédagogique majeur d'aujourd'hui n'est pas de faire accéder les élèves à l'universalité abstraite de la Raison scolaire... Il faut les amener à intégrer leurs préoccupations dans l'ordre scolaire pour que l'école puisse les interroger et les faire progresser.
La pédagogie n'est nullement une science de l'éducation, elle est une réflexion sur les savoirs praticiens et un effort pour articuler des finalités, des données psychologiques sur les apprentissages et des méthodes d'enseignement. Elle n'est, en aucun cas, objet de connaissance scientifique... Mais cela n'interdit pas que se développent des sciences de l'éducation qui permettent d'éclairer l'action pédagogique par la connaissance scientifique des faits éducatifs.

Quel doit être le statut des établissements ? Quelle marge d'autonomie peuvent-ils avoir ?

J.M. : Si l'on entend par autonomie la loi propre qui détermine le fonctionnement d'une école ou d'un lycée, celle-ci dépend pour la plus grande part de la personnalité de celui qui la dirige. Toute école a son style propre. Mais dans une république, les contenus ne peuvent être laissés à la discrétion de pouvoirs locaux. Qui doit décider du programme de mathématiques ou d'histoire ? L'autorité d'un chef d'établissement doit se consacrer tout entière au bon fonctionnement de l'école ou du lycée dans le respect des fins propres que se propose l'enseignement. Mais on a pris l'habitude de déguiser en problèmes sociaux les incidents dus aux carences de la surveillance et de la discipline à l'école. On se trompe du tout au tout sur le champ d'exercice de l'autonomie. Depuis que la gestion a remplacé l'administration, il n'est plus question de veiller à la bonne conduite de l'enseignement réel.

Toute école a son style. Mais dans une république, les contenus ne peuvent être laissés à la discrétion de pouvoirs locaux.

Jacques Muglioni

La vraie question est de savoir si notre société a encore le souci d'instruire ou si elle ne préfère pas plutôt se contenter d'entretenir ses préjugés, ses intérêts immédiats et apparents, considérant qu'une école véritable, c'est-à-dire capable de prendre quelque distance par rapport au présent, risquerait de semer dans les esprits des germes d'opposition. On peut donc dire qu'en ce sens innovation et conformisme pratiquent l'unité d'action.

P.M. : Partisan d'un projet politique global émanant de l'autorité de l'Etat, je crois nécessaire de tenir compte des spécificités locales dans le cadre des projets d'établissement. Il ne peut y avoir d'"éducation nationale" sans que chaque établissement dispose de moyens propres qu'il puisse utiliser au mieux pour réaliser ce projet national. Faute de quoi se créent inéluctablement inégalités, écarts et exclusions. Il reste que la notion de "projet" peut connaître certaines dérives en laissant penser que tout projet, s'il est défini par une "communauté éducative", est acceptable... C'est pourquoi je lui préfère la notion de "contrat", qui permet de préciser tout à la fois les moyens, les droits et les devoirs de chaque contractant.

Propos présentés
par Bernard Chaouat

** Jacques Muglioni est professeur de Philosophie et inspecteur général de l'Education nationale.*
** Philippe Meirieu est professeur en Sciences de l'éducation à l'Université de Lyon.*

VIE DES IDEES

● Rebonds sur votre bibliothèque : Pour ceux qui gardent leur lot de réflexions pour les soirées d'hiver, signalons la parution des pages "Rebonds" du quotidien "Libération" en recueils enrichis de documents d'actualité.
"Rebonds" est composé de tribunes libres de journalistes et d'intervenants extérieurs, spécialistes, chercheurs, universitaires.
Premier ouvrage de la série : "Gaza-Jéricho. Une signature historique" (69 F, Editions L'Aube-Libération). Prochaine parution en avril : "Sarajevo".

● Relire Artaud : Fin du purgatoire littéraire pour Antonin Artaud grâce au cinéaste Gérard Mordillat.
L'auteur de "Vive la sociale" a consacré une fiction, "En compagnie d'Antonin Artaud", et un documentaire de près de trois heures (diffusés deux soirées de suite sur ARTE) composés presque exclusivement de témoignages (Marthe Robert, Henri Pichette, Henri Thomas...) qui relatent les dernières années de la vie de l'acteur-écrivain, quand il fut arraché de son calvaire de l'asile de Rodez pour vivre de nouveau à Paris.
Une occasion de relire les trois textes qui font la postérité d'Artaud, trois essais, sur le théâtre et sur la place de l'artiste dans la société : "Le théâtre de la cruauté", "Le théâtre et son double" et "Van Gogh ou le suicidé de la société" (éditions Gallimard).

● A lire dans le dernier numéro d'Esprit (mars-avril 1994), un très intéressant débat sur le chômage, dans le cadre de la Fondation Saint-Simon, entre Jean-Paul Fitoussi, Philippe d'Iribarne, Denis Olivennes et Bernard Perret.

LIVRE

Israël et sa conscience : un vieux sage provocateur

Yechayahou Leibovitz est l'enfant terrible de la politique israélienne. Ce jeune homme de quatre-vingt dix ans, philosophe réputé, également docteur en médecine et professeur de neurophysiologie, a reçu en novembre 1993 le prix d'Israël. Cette récompense, attribuée "malgré les expressions et les locutions mordantes, inacceptables pour les membres du jury", a provoqué quelques grincements de dents officielles ou privées.

Incontournable et singulier

Qu'est-ce qui rend ce provocateur incontournable en Israël ? La réponse apparaîtrait en filigrane dans le livre d'entretiens -dialogue serait plus juste tant les positions des deux hommes sont affirmées- que le philosophe a eus avec le journaliste du quotidien israélien "Haaretz", Joseph Algazy, et qui paraît en France sous le titre "La mauvaise conscience d'Israël" (1).
Sa défense de la démocratie résume à elle seule la vocation profonde de Leibovitz : "Il est vrai que le pouvoir de la majorité, cela veut dire aussi le pouvoir des sots et des méchants, quelle que soit leur foi. Mais tant que ce pouvoir est limité, ce régime présente entre autres l'avantage de permettre l'expression d'idées singulières, agaçantes, voire blessantes."
Singulier, Yechayahou Leibovitz l'est à plus d'un titre. Cet homme profondément religieux, expert en judaïsme, considère qu'"en général, une religion est une idolâtrie". Ses attaques virulentes contre le rabbinat et les ultrareligieux auxquels il dénie toute prétention à la gestion de la cité, en partisan de "la séparation totale de l'église et de l'Etat" sont cohérentes avec ses dénonciations du "Grand Israël". Et avec ses positions de philosophe sur le libre arbitre.
Selon lui, "il n'existe aucune corrélation entre le savoir de l'homme et sa volonté, entre ce qu'il sait et ce qu'il veut. Le savoir n'engage à rien. Prenez deux personnes ayant le même savoir dans chaque domaine de l'être, de la nature, de l'histoire : l'un des deux peut être démocrate et l'autre fasciste, l'un avoir une morale puritaine et l'autre une morale permissive (...) Les décisions de l'homme résulte de ses valeurs et non de son savoir."
Si Leibovitz a été particulièrement lucide en voyant dans l'occupation des territoires "un cancer" qui ronge Israël, il l'est beaucoup moins quand il vitupère contre le Meretz, pour lequel il a pourtant voté aux dernières élections, coupable de rester dans un gouvernement élu pour amener la paix et qui "la freine" : "Rabin est-il un fieffé idiot ou a t-il un plan connu de lui seul ?" s'interroge Leibovitz. Quelles que soient les difficultés actuelles du processus de paix, l'histoire lui aura répondu.

B.C.

(1) Le Monde-Editions, 182 p., 110 F.

HISTOIRE

Pierre Brossolette

Né à Paris le 25 juin 1905, Pierre Brossolette était agrégé d'histoire. Mais la politique et l'écriture le passionnent davantage que l'enseignement. Il adhère en 1928 à la SFIO et collabore à de nombreux journaux, se spécialisant dans les questions de politique étrangère. Ses articles virulents dans la presse socialiste contre la montée du fascisme témoignent de sa lucidité. Mobilisé en août 1939, il se bat avec courage. L'occupation allemande commence, avec la complicité de Vichy. Brossolette s'engage très vite dans la Résistance. La librairie qu'il avait achetée à son retour du front devient un centre d'où partent tracts et journaux clandestins. L'homme dont on apprécie les talents d'organisateur est envoyé à Londres en janvier 1942. Pendant son voyage, sa librairie est perquisitionnée ... l'étau se resserre. Il est en France en juin, avec mission de prendre contact avec les milieux politiques et la haute administration puis, de nouveau, à Londres, en septembre, où il parle à la BBC, dans les émissions en langue française appelant à la Résistance. De nouveau en France en janvier 1943, il incite les mouvements de Résistance au cloisonnement des différentes activités contre l'occupant et Vichy. Son action conduira à la création du Conseil national de la résistance, dont Jean Moulin sera le premier président. Sa mission accomplie, il repart à Londres en avril 1943, mais doit revenir en septembre, après l'arrestation de Moulin... Tout est à recommencer !
Il contribue à la réorganisation de la Résistance en zone occupée. Mais, traqué, ordre lui est donné de quitter le pays. Des deux avions partis d'Angleterre pour le chercher, l'un est abattu, l'autre se perd dans le brouillard. Le nouveau départ prévu en février est empêché par le mauvais temps. Reste la mer. La tempête fait rage, le moteur est noyé, il faut rentrer vaille que vaille. Fuyant en voiture, il est arrêté par un barrage. De Rennes, il est emmené à Paris... Torturé, l'homme sait qu'il peut "craquer". Il connaît presque tout, les noms, les réseaux, les caches d'armes, et ne veut rien dévoiler. Profitant du court instant où ses gardiens le laissent seul, il enjambe une fenêtre, se jette dans le vide et s'écrase cinq étages plus bas. Militant socialiste et proche du général de Gaulle, Pierre Brossolette s'est suicidé le 22 mars 1944, il y a cinquante ans seulement, pour échapper à ce qu'il redoutait le plus : livrer à l'ennemi les secrets qu'il portait en lui, et pour en finir avec les tortures et l'humiliation.

Denis Lefebvre

La boutique de Vendredi

Nous avons sélectionné pour vous et vos proches, un choix d'articles de qualité, à des prix exceptionnels. Laissez-vous tenter, choisissez en toute confiance et commandez.

Une radio internationale

Cette superbe radio vous permettra de capter, en plus de toutes les stations diffusées en PO, GO, FM, celles émises par les stations du monde entier en ondes courtes

225 F



De dimension compacte et d'une excellente qualité d'écoute, elle deviendra vite indispensable à tous ceux qui veulent apprendre une langue étrangère, ou tout simplement entretenir leurs connaissances.



220 F

Une malette à outils

Des outils indispensables pour tous les travaux de dépannage à la maison ou dans votre voiture.

- 69 pièces : clé à cliquet, pince universelle, pince coupante, pince à dénuder, des tournevis, des douilles, des clés plates...

Un autofocus compact

390 F

Prix exceptionnel pour un appareil photo de cette qualité

- Mise au point automatique
- Flash électronique à capteur

Très compact et muni de sa housse de protection, ce superbe appareil vous suivra partout.



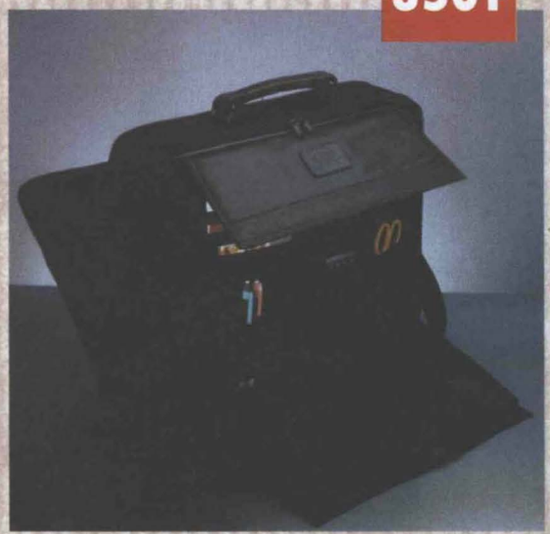
Un sac cabine

Spécialement conçu pour vos déplacements de courte durée.

Grâce à ses nombreux compartiments il vous permet d'emporter vos affaires personnelles et vos dossiers.

- En PVC très résistant façon cuir
- Livré avec bandoulière
- 4 zones de rangement

350 F



165 F



Un radio réveil électronique

Elégant pratique et fiable, il vous réveillera sur la station de votre choix ou par une sonnerie.

- Prise pour casque
- Radio fonctionnant sur piles ou secteur
- Dimensions : 16 x 8 x 3 cm
- FM/GO

BON DE COMMANDE

Désignation de l'article	Quantité	Prix unité	Prix total

Frais d'expédition inclus
Règlement par chèque bancaire joint à la commande à l'ordre de "Vendredi",
10, rue de Solferino
75333-Paris-cedex 07
Tél. : 45 56 79 03
Délai de livraison : 3 semaines, France Métropolitaine
Offre garantie jusqu'au 30 mai.

Bibliothèque Nationale de France

En Allemagne, à l'aube d'une année électorale marathon, le SPD vient de remporter une belle victoire lors des élections régionales de Basse-Saxe. Une victoire qui pourrait en annoncer d'autres, si l'on en croit les sondages qui créditent le parti social-démocrate de 40 % des intentions de vote aux élections législatives d'octobre prochain. Ceux qui, il y a peu, enterraient la gauche européenne, risquent d'avoir des surprises non seulement en Allemagne mais peut-être en Italie, la semaine prochaine, puis, en juin, lors des élections du Parlement européen.

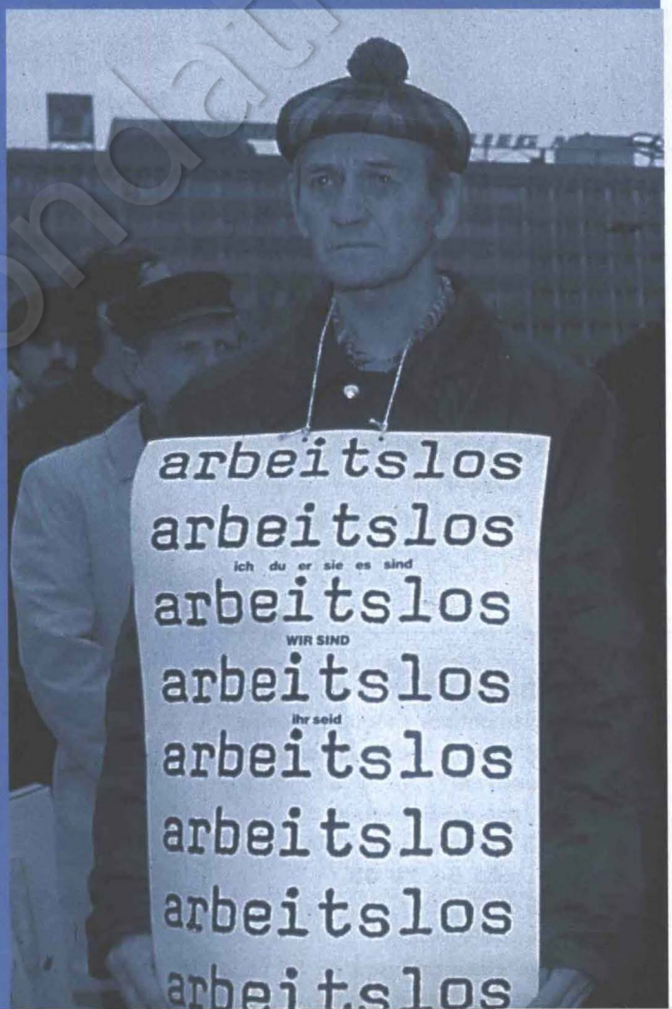


L'ALLEMAGNE DANS

Crépus

L'année 1994 constitue pour les Allemands un véritable marathon électoral : les premières élections fédérales viennent d'être remportées par le SPD, bon présage...

Le 16 octobre prochain, les Allemands se rendront aux urnes à l'occasion des secondes élections fédérales depuis la réunification, les premières remontant au 2 décembre 1990. Plus, tout au long de l'année, pas moins de sept élections régionales (länder), neuf élections municipales, les élections européennes avant, en apothéose, les élections fédérales. A suivre l'évolution politique et écono-



LA RÉDUCTION DU

Chez
modèle

Le 7 février, l'Allemagne a appris qu'elle comptait 4,029 millions de chômeurs, chiffre jamais atteint depuis 1945.

Dans la partie occidentale, le taux de chômage s'élève à 8,8 %, dans la partie orientale à 17 %. Il faut ajouter un million de personnes qui ne sont pas recensées par les statistiques du chômage en raison des mesures -stages, plans de formation, soutien à l'emploi- mises en place. L'obsession du chômage croît et la presse fait allusion aux années noires de la république de Weimar. C'est dans ce contexte que l'accord, signé le 25 novembre 1993 chez Volkswagen, entre le syndicat IG Metall (3,2 millions de membres) et la direction, revêt une importance particulière. L'objectif de l'accord, entré en vigueur le 1er janvier 1994,

Col. Fondation Jean Jaurès

LE MARATHON ÉLECTORAL

cule du chancelier

mique du pays et d'après les récentes études d'opinion, l'Allemagne pourrait changer de chancelier. La victoire, certes prévisible, du ministre-président sortant SPD, Gerhard Schröder, qui vient d'obtenir en Basse-Saxe la majorité absolue avec 44,3 % des voix face à un fade candidat de la CDU, inaugure une année difficile pour le chancelier Kohl.

Mécontentement grandissant...

D'après un sondage effectué pour le "Spiegel" du 28 février 1994, 59 % des Allemands désavouent la politique du chancelier. C'est le taux de mécontentement le plus élevé depuis l'accession de Kohl au pouvoir en 1982, après le vote d'une motion de défiance à l'égard de Helmut Schmidt. Ce n'est sûrement pas la faiblesse du programme économique de la CDU, intitulé "Pour la croissance et l'emploi" et présenté au congrès de Hambourg en janvier, qui va améliorer les choses : rénovation de l'Etat-providence dans le sens d'une plus grande libéralisation, accélération des privatisations, réduction de l'impôt sur les sociétés, baisse des salaires d'embauche... La presse évoque sans relâche "le crépuscule du chancelier" (Kanzlerdämmerung). Cette mauvaise posture de Kohl profite au SPD et à son président, Rudolf Scharping. En cas d'élections fédérales, 40 % des Allemands voteraient SPD, tandis que la coalition CDU/CSU ne recueillerait que 35%. Rappelons qu'aux élections du 2 décembre 1990, les résultats étaient respectivement de 33,5 % et de 43,8 %. A lire les sondages de plus près, on s'aperçoit que les électeurs font davantage confiance au SPD qu'aux chrétiens-démocrates pour limiter l'endettement de l'Etat, enrayer l'inflation et combattre le chômage.

En Allemagne, le débat politique est entièrement concentré sur la situation économique. D'énormes points noirs pèsent en effet sur l'économie allemande. Les coûts salariaux très élevés, compensés jusque dans les années 80 par des gains de productivité importants et une qualité des produits incontestée, menacent l'économie. Une étude récente de l'Institut d'économie de Cologne montre que les coûts salariaux ouvriers atteignent en Allemagne (partie occidentale) 24,8 dollars/heure contre 16,2 en France ! La première conséquence en est le désengagement des investisseurs étrangers et une accentuation des délocalisations.

...chômage et déficit

Outre le chômage, qui a dépassé le seuil des quatre millions en janvier, ce qui est préoccupant, ce sont les déficits publics (Etat fédéral, länder et communes) devant atteindre 254 milliards de marks en 1994. L'Allemagne vit à crédit. Les accords signés chez Volkswagen et dans l'industrie métallurgique sont une amorce de réponse à ce nouveau défi.

Jacques-Pierre Gougeon

TEMPS DE TRAVAIL

Volkswagen : ou pis-aller ?



est, selon le préambule, "la préservation de l'emploi sur les sites nationaux et la compétitivité de Volkswagen." Il instaure la semaine de 28,8 heures (contre 36) réparties sur quatre jours, en moyenne annuelle, et la compensation des heures supplémentaires par des temps de récupération. En contrepartie, l'entrée en vigueur de l'augmentation de 3,5 % des rémunérations est reportée du 1er novembre 1993 au 1er novembre 1994 et les rémunérations mensuelles sont réduites de 20 %. En fait, des indemnités compensatoires sont prévues si bien que, dans la réalité, le revenu annuel brut n'est réduit que de 10 %. Les indemnités compensatoires sont alimentées par la redistribution mensuelle de primes jusqu'ici annuelles (prime de fin d'année, prime de vacances) qui sont en tant que telles supprimées. Cette redistribution permet de maintenir le revenu mensuel au même niveau. Pendant la durée de l'accord, en vigueur jusqu'au 31 décembre 1995, les licenciements économiques sont interdits.

Cet accord, qui fait des émules dans l'industrie minière, a permis de sauver 30.000 emplois sur 100.000. Si le gouvernement Kohl s'est montré réticent à toute idée de partage du travail, le SPD, par la voix d'Oskar Lafontaine, en charge des questions économiques, considère que "dans une conjoncture de crise des débouchés, c'est une bonne voie pour sauver des emplois". Le SPD a d'ailleurs adopté le principe d'une diminution du temps de travail sans compensation salariale intégrale.

Dans le monde syndical, la prudence est de mise, même si au DGB (confédération des syndicats allemands) on y décèle "une des voies possibles face au chômage". Sans doute cet accord reflète-t-il l'importance de deux spécificités allemandes : la représentativité des syndicats qui regroupent 40 % des salariés (contre 10 % en France) et l'autonomie tarifaire qui stipule que les pouvoirs publics n'ont pas à intervenir dans le dialogue des partenaires sociaux.

J.-P.G.

LES MASSACRES EN AFGHANISTAN

Ravages du tribalisme et indifférence mondiale

L'Afghanistan est-il un nouveau Liban, une nouvelle Somalie, ou une nouvelle Bosnie ? Le drame afghan a bien des traits communs avec ces conflits.

Si l'on considère les centaines de milliers de mines anti-personnels qui, chaque jour, mutilent la population, il aurait même des ressemblances avec le Cambodge. Le conflit afghan, commencé sous Brejnev, voyait s'opposer des communistes soutenus par l'armée soviétique à des moudjahidin se réclamant de l'islam, soutenus par le Pakistan, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis. Un conflit secondaire, géré de façon "classique", entre les "deux grands" de l'époque. La disparition de l'URSS, la chute de Kaboul en avril 1992 et la résurgence des ethnies ont transformé le pays en un champ clos d'ambitions rivales soutenues par des puissances régionales.

Depuis la prise de Kaboul, le Hezbi Islami, parti intégriste sunnite pashtoune, dont le chef Gulbudin Heykmatiar est, aujourd'hui, premier ministre, a engagé une lutte sans merci contre le président Rabani et son ministre de la Défense, Massoud, tous deux tadjiks. Au terme des cinq batailles de Kaboul, les positions des protagonistes ont peu changé sur le terrain. Leurs alliances avec les autres partis ethniques se sont, elles, modifiées : le Hezbi Wahdat représente les Hazarras chiites tenant le centre montagneux et l'ouest de la capitale. Longtemps alliés du Hezbi Islami, ils se sont divisés sur le choix du camp à rejoindre, alors que l'Ousbek Rachid Dostom et ses milices ex-pro-communistes, d'allié de Massoud est devenu l'allié d'Heykmatyar, champion de l'intégrisme sunnite anti-communiste. Les combats sont d'autant plus meurtriers que les protagonistes disposent d'armes modernes lourdes. La coalition Heykmatyar-Dostom pilonne Kaboul et impose à la population, prise en otage, un blocus alimentaire qui ne cessera qu'avec la démission de Rabani. La ville est aux trois-quarts détruite, la famine menace et les réfugiés fuient la capitale, inaccessible aux convois humanitaires. Les Kabouli regrettent le temps de Najibullah, quand la ville était préservée de la guerre et que la population pouvait au moins survivre dans une ville à peu près administrée.

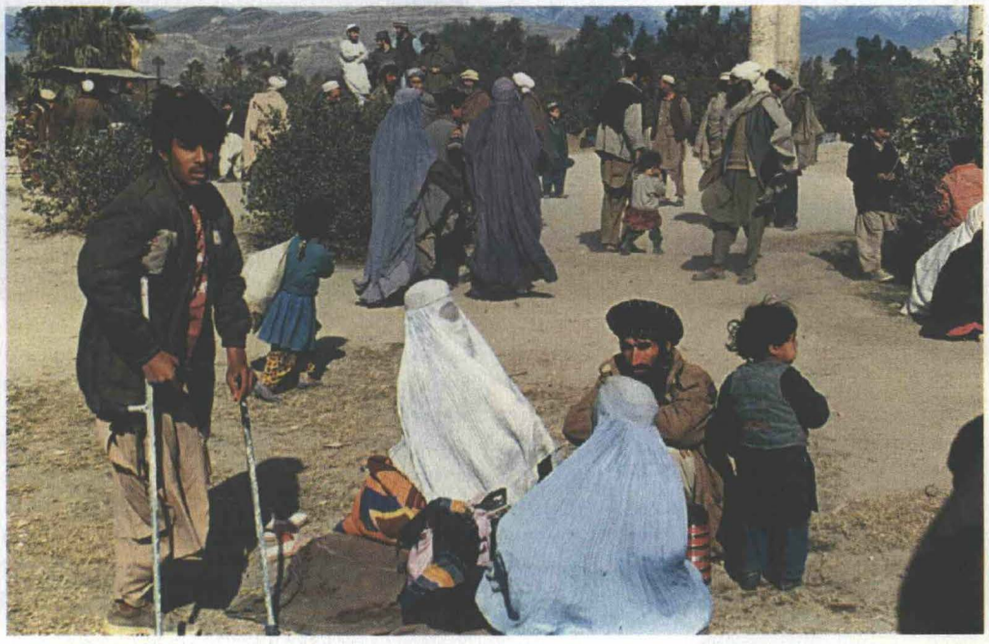
Chacun des quatre groupes belligérants veut créer, avant de négocier, un rapport de force favorable à ses intérêts. Ces intérêts sont évidemment inconciliables. Les pashtounes veulent retrouver la suprématie qu'ils ont eue depuis la création du Royaume en 1747, et chacune des autres ethnies souhaite être représentée dans les instances dirigeantes dans des proportions qui paraissent excessives aux autres. Les combats se sont étendus au nord du pays où s'affrontent les Tadjiks et les Ousbeks ainsi qu'à l'ouest où Ismaïl Khan, allié de Massoud qui tient Hérat, se bat contre les Ousbeks. Au "Grand jeu" qui, pendant près de deux siècles opposa, en Afghanistan, les empires russe et britannique, puis l'URSS et les Etats-Unis, a succédé avec la fin des blocs, un "petit jeu" régional qui risque de condamner pour longtemps l'Afghanistan à demeurer une zone de troubles et un Etat faible, ce qui ne saurait déplaire à beaucoup dans la région.

Plus que d'un éclatement du pays, l'Afghanistan est menacé d'un statu quo sanglant, par l'indifférence de la communauté internationale et par l'incapacité des deux chefs de partis à rassembler autour d'eux une coalition majoritaire et à négocier un compromis avec l'autre.

Les parties en présence ne peuvent cependant pas être renvoyées dos à dos, même si toutes portent une responsabilité. Ainsi, il faut reconnaître que la victoire d'Heykmatyar serait celle du réseau intégriste international et d'un modèle politique ennemi de la démocratie, des droits de l'homme -et des femmes- et des minorités. Ses milices intégristes, composées de mercenaires provenant de plusieurs pays arabes, font, en effet, du Hezbi Islami un centre de formation pour ces militants et un foyer de déstabilisation dans une région déjà touchée par l'éclatement de l'URSS. De plus, depuis la chute de Kaboul en 1992, Heykmatyar, par son refus du compromis, constitue le principal obstacle à la paix. Les apprentis sorciers de la CIA et des services secrets pakistanais qui ont sur-armé le Hezbi Islami, sont largement responsables de la puissance actuelle du chef intégriste. De son côté, l'ONU, jusqu'ici réticente à une intervention dans le conflit afghan qui puisse gêner les puissances qui comptent et siègent au conseil de sécurité, vient de se décider à envoyer une mission à Kaboul avant la fin du mois. Même l'aide humanitaire ne peut atteindre les victimes, l'anarchie interdisant la création de couloirs humanitaires.

Quel responsable politique, quel pays prendra l'initiative de dire "assez de massacres de populations", et menacera les différentes parties de mesures de rétorsion en cas de bombardement des civils ? Qui prendra l'initiative d'une conférence régionale pour établir les bases d'un règlement politique négocié des conflits afghans et tadjiks ? Faute de quoi, dans l'indifférence de la communauté internationale, le drame afghan est en passe de représenter une des caricatures sanglantes des conflits de l'après-guerre froide.

Hervé Barré



Après la prise de Kaboul, les réfugiés affluent vers Jalalabad.



BOSNIE-HERZÉGOVINE

Les forces progressistes pour un protectorat

L'intervention effective des Etats-Unis et de l'OTAN dans le règlement de la crise yougoslave n'a pas tardé à porter ses fruits. Un mois après l'ultimatum et le passage à l'acte de l'aviation de l'OTAN contre des appareils serbes, la situation se trouve profondément transformée en Bosnie-Herzégovine.

Le président Tudjman a été contraint de retirer son soutien aux ultranationalistes d'Herzégovine et d'abandonner -au moins provisoirement- son projet de créer une entité croate en Bosnie-Herzégovine, rattachée, de droit ou de fait, à la Croatie. Les accords croato-bosniaques, négociés à Washington et à Vienne sous le contrôle américain, en vue de constituer une fédération bosniaque, confirment la flexibilité du pouvoir en place à Zagreb, mais témoignent aussi que la prétendue impossibilité de vivre ensemble des différentes populations de la Bosnie-Herzégovine était plus un alibi à l'impuissance européenne qu'une réalité profondément enracinée. Les accords militaires conclus à Split entre les commandants des forces bosniaques et croates, en présence d'un général américain envoyé par le président Clinton, ont été signés avec une rapidité et une facilité surprenantes au regard de l'intensité et souvent de l'atrocité des combats.

Cette constatation soulève une question essentielle pour la suite du processus de règlement du conflit. Si une solution, qui reconnaît la personnalité des différents peuples composant la Bosnie-Herzégovine mais ne les sépare pas, est possible entre Croates et Musulmans, pourquoi n'inclurait-elle pas les Serbes ? La réponse revient autant, sinon plus, aux tuteurs internationaux de l'ex-Yougoslavie qu'aux acteurs autochtones de la guerre. L'ultranationalisme croate a été obligé de céder, sous une pression intérieure et surtout extérieure. L'ultranationalisme serbe n'a pas renoncé à réaliser ses ambitions, d'une part parce que Milosevic s'est affirmé incomparablement plus résolu et plus fort que ses alter ego de Zagreb, mais aussi parce que la commuanuté internationale lui a laissé les coudées franches. Les sanctions internationales ont lourdement frappé l'économie et, par conséquent, la population de la Serbie, mais elles n'ont pratiquement pas entravé le jeu diplomatique et militaire des dirigeants de Belgrade et de Pale. La paralysie de la FORPRONU s'est encore récemment manifestée, notamment dans la poche de Bihac où les casques bleus français viennent de perdre un 19e soldat. Une réforme des mécanismes de commandement des forces de l'ONU s'impose à l'évidence. Le but de la diplomatie américaine, si elle en a un, n'est pas encore clair. Si le prix de l'entente avec les Russes dans la région était la cession de la moitié de la Bosnie à une Grande Serbie en gestation, ce serait cher payer une paix qui risquerait de n'être qu'une pause. De nouveaux conflits n'attendent que de s'enflammer dans tous les sens et sur tous les fronts possibles des Balkans, où ils ne manquent pas.

Réunis à Zagreb les 12 et 13 mars, plusieurs partis (Union social-démocrate et Parti socialiste de Croatie, mouvement des libertés démocratiques de Serbie, Ligue social-démocrate Voïvodine, Action dalmate et Parti des réformistes de Bosnie-Herzégovine), en présence de représentants du Parti socialiste français et des partis sociaux-démocrates allemands, autrichiens, danois et suédois, ont lancé un appel aux socialistes européens et à l'Internationale socialiste pour qu'ils défendent résolument l'intégrité des Etats successeurs de l'ancienne Yougoslavie et, en premier lieu, de la Bosnie-Herzégovine, pour laquelle ils demandent un plus grand engagement politique et militaire de la communauté internationale, allant jusqu'à l'établissement d'un protectorat sur le pays.

Maurice Lazar

EN BREF

• Abdelkader Alloula, directeur du théâtre régional d'Oran, intellectuel et homme de théâtre reconnu internationalement et adulé dans son pays, grièvement blessé par balles en Algérie, est mort à Paris, au Val de Grâce. L'assassinat des intelligences et la barbarie continuent.

• Les fils de la paix se renouent entre Israël et l'OLP. Après avoir mis hors la loi les mouvements extrémistes juifs Kach et Kahane-Haï, Ytzhak Rabin s'est rendu à Washington, alors qu'une délégation israélienne rencontrait Yasser Arafat à Tunis.

• En Afrique du Sud, les événements sanglants qui ont rayé de la carte le bantoustan du Bophuthatswana renforcent le processus électoral. Les opposants à ce processus, ou ce qu'il en reste (extrême droite blanche divisée et Inkhata notamment), ont reçu un avertissement sur ce qui les attend en cas de déstabilisation du pays, après les élections d'avril prochain.

• En Irlande du Nord, la paix annoncée résiste plus que l'initiative anglo-irlandaise du 15 décembre 1993 le laissait supposer. Pour combien de temps encore ?

• Une réunion exceptionnelle des ministres du Travail du G7 consacrée à l'emploi s'est tenue les 14 et 15 mars à Détroit. Objectif : préciser les contours d'un plan mondial de relance de l'emploi, suggéré par Bill Clinton et discuté à Naples au début de l'été.

La Ville de Saint-Priest

Agglomération lyonnaise
42.000 habitants

recrute

pour son service
Accueil-Population,
Etat-Civil, Elections

par voie de mutation ou de détachement

Son responsable de service
Attaché ou Rédacteur confirmé

Pour tous renseignements, contacter la Direction des Ressources Humaines au 72 23 48 48 - poste 4607
Dépôt des candidatures : les personnes intéressées doivent transmettre leur candidature, CV et lettre de motivation à :

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
Place Charles Ottina
BP 330
69801 Saint-Priest cedex

avant le 31 mars 1994.

La Ville de Saint-Lô

(Préfecture de la Manche)

recrute

Un Conservateur pour assurer la Direction de ses deux musées

● **Le Musée d'Agriculture et d'Ethnographie**

Ce musée spécialisé dans l'élevage, les pratiques agricoles et l'évolution des systèmes agraires du bocage bas-normand va entrer dès 1995 dans une importante phase de développement.
Le conservateur, assisté d'un attaché, sera chargé de préparer les orientations techniques et scientifiques et de les mettre en œuvre. Il travaillera en collaboration avec une équipe chargée de la gestion et de la promotion de ce parc muséographique.

● **Le Musée des Beaux-Arts**

Le conservateur élaborera un projet culturel à partir des spécialités du musée (collections de tapisseries, de peintures, histoire de Saint-Lô) et sera chargé de sa mise en œuvre.
Il assurera également la gestion administrative et financière de la structure.

● Ce poste est ouvert aux conservateurs territoriaux du patrimoine de 2ème et 1ère classes titulaires et aux inscrits sur liste d'aptitude.

● *Conditions de rémunération :* statutaires + régime indemnitaire + prime semestrielle.

Dépôt des candidatures :
Avant le 15 avril 1994

Adresser lettre de candidature, CV détaillé et photo à :
M. le Maire - Hôtel de Ville
BP 330 - 50010 Saint-Lô cedex.

La Ville de Cahors

(Lot) 19.751 habitants

recrute
pour la Direction du Service des Sports et du nouveau complexe Eau et Loisirs

Cadre A
(filière administrative ou sportive)

Missions :
- direction et gestion du complexe Eau et Loisirs,
- coordination et organisation de l'ensemble des équipements et services du secteur sportif,
- responsabilité financière et administrative,
- encadrement et gestion du personnel.

Profil :
- expérience sur un emploi similaire,
- connaissance du milieu sportif,
- capacité à organiser, diriger, gérer,
- dynamisme, disponibilité, motivation.

Poste à pourvoir au 1er mai 1994

Les candidatures + CV + photo sont à adresser à M. le Député-Maire
Direction des Ressources Humaines
Hôtel de Ville - 46010 Cahors cedex.

La Ville d'Aurec-sur-Loire

(Haute-Loire) 5.000 habitants

recrute

Son Secrétaire Général
grade Attaché Territorial

CV à adresser à M. le Maire
43110 Aurec-sur-Loire.

Vous recrutez

PASSEZ VOS ANNONCES DANS "VENDREDI"

☎ 45 56 78 57

Le 31 juillet 1914, Jean Jaurès était assassiné. Le 31 juillet 1994, cela fera exactement 80 ans.

Pour commémorer sa mort et rénover l'image de ce grand tribun dont le message est plus que jamais d'actualité, la fédération socialiste du Tarn, sous l'égide du Cercle Augustin Malroux, a décidé de réaliser un film documentaire de 30 minutes. Dans ce film, vous découvrirez des documents d'archives audiovisuelles du Musée de Castres, des interviews de ses derniers contemporains, etc.

Pour mener à bien ce projet, la fédération socialiste du Tarn et le cercle Augustin Malroux ont besoin de votre soutien et lancent une souscription nationale.

Bulletin de souscription

Nom..... **Prénom**.....

Adresse.....

Participation minimum de 100 F (contre laquelle vous recevrez une cassette vidéo, dès la sortie du film).
Libellez votre chèque à l'ordre des Cercles Augustin Malroux/Jaurès, 27 rue Henri Moissan 81000 Albi.

Vendredi

EMPLOI

Urgent. H 47 ans, Sciences Politiques et licence Droit, cherche poste encadrement coll. locale ou association, de préf. en région parisienne.
(1) 47 08 45 78

Effectue tous travaux de secrétariat sur IBM PS/1. Documents, mémoires, thèses, courriers à en-tête. Travail rapide et sérieux. (1) 43 09 15 52

Maquettiste, réalise tous vos traveaux de frappe et de mise en page (mémoires, revues, doc. divers). Travail soigné, impression laser. (1) 60 08 56 33

F, cadre, prof. agréée de danse classique + grande exp. socioculturelle, étudie ttes propositions France entière et étranger. (16) 80 24 95 72 (rép.)

Cherche emploi maçon coffreur ou chauffeur, déplacements, tous permis. Libre de suite. (16) 73 54 26 40 (rép.)

Editions Martinsart, connues milieu laïque-gauche, rech VRP exclusif ttes régions France. Adresser lettre, photo, CV : 58 rue des Capucins 41200 Romorantin.

JF exp. recherche travaux illustration (ordinateur/pastel) ou maquette. Logiciels : X Press, Illustrator, Photoshop.
(1) 42 72 26 06
Fax : 42 72 53 91

Infirmière DE, départ. 95, cherche emploi extra-hospitalier où les bonnes relations humaines seraient la priorité.
(1) 34 73 46 78

FORMATION

Séjours linguistique de la Ligue Française de l'Enseignement. Angleterre, Allemagne, Etats-Unis, Espagne... Elèves, étudiants, adultes. Formule langue et loisirs, pratique intensive, préparation aux examens-spécial. Bac, séjours en immersion. Pour tous renseignements :
(1) 43 58 95 30

ASSOCIATIONS

La Rédaction d'Hommes et Libertés recherche clavistes bénévoles, pour intégrer sur ordinateur les corrections transmises lors de deux phases spécifiques de la fabrication : "prémaquette" et avant "bon à tirer". Ce travail nécessite : une certaine disponibilité, mais n'implique pas des horaires fixes. Il s'agit au minimum de 12 interventions par an pour les 6 numéros d'Hommes et Libertés. Chaque intervention représente environ 6 heures de travail. Impérativement une connaissance et une bonne maîtrise des logiciels WORD et XPRESS sur macintosch.
Une information spécifique sera faite par TAC-TIC et "Félicie & Cie" (agence chargée de la conception de la revue), sur le travail réalisé pour la revue.
Pouvoir aisément se déplacer dans Paris entre la LDH (14e arrondissement) et TAC-TIC (11e arrondissement) et Félicie & Cie (13e).
Contacts LDH -Service communication-Le secrétariat de rédaction : Philippe Blard au 44.08.87.23 ou 24.

DIVERS

Vends Thuyas Atrovirens. Hauteur : 1,30 m / 1,50 m.
(1) 34 73 34 08 - 23, rue de la Paix - 95620 Parmain.

Vends bas prix, encyclopédie Grands Révolut., 13 volumes cuir (neufs) et encyclopédie histoire révol. FCSE de Jean Jaurès, 6 volumes (neufs). 1.600 F. (1) 45 54 10 51 (rép.)

La Fédération Socialiste du Finistère recherche des exemplaires de La Nouvelle Revue Socialiste, antérieurs au n° 78 de janvier 86. Prix à débattre.
(16) 98 53 20 22 (H bureau)

Vends patins à glace pour... médaille olympique en 1998 ! Pointure 36, neufs. Prendre contact avec Pascale au
(1) 60 11 80 10 (H bureau)

Cause déménagement, vends canapé-lit (clic-clac), 2 places. Très bon état. 1.000 F.
(1) 45 85 15 09 (rép.)

Particulier vend manteau femme classique noir, 500 F, manteau loutre, 1.000 F, veste renard, 2.000 F. Très bon état. Taille 38. (1) 45 85 15 09

Vends clarinette, excellent état, pour la modique somme de 3.000 F. (1) 60 11 80 10 (heures bureau, demander Pascale ou Marie-Pierre)

Vends très beau canapé cuir noir, 2 places. Valeur neuf : 12.000 F. Vendu : 5.000 F.
(1) 42 55 61 61 (ap. 19h)

Particulier vends armoire pin blanc Habitat 150 x 60 x 180. 2 portes penderie + 1 porte rangement + 3 tiroirs. Bon état. 1.600 F.
(1) 46 36 65 10

Cherche réfrigérateur-congélateur d'occasion (moins de 2 ans) à bas prix.
(1) 48 23 27 30 (ap. 20h)

IMMOBILIER

Je loue

Cancale (15 km de St-Malo). A louer, studios ou duplex neufs, sur le port. Semaine ou week-end, toute l'année.
(16) 99 89 82 27 (HR)

Nice Nord, F2 neuf confort 3/4 personnes. Parking fermé. Juil-Août : 3500 F / mois.
(1) 40 30 52 37

Je vends

Epinay-sur-Seine (93). Beau 4 pièces (84 m2). 5 mn à pied du RER, ts commerces, crèche, école primaire, collège, lycée à prox. Calme, ensoleillé sur parc, vue panoramique. Accès imm. par digicode, gardien. Parfait état avec cave et parking en ss-sol. 650.000 F.
(1) 48 41 73 48
ou (1) 32 30 28 83

Côte d'Azur. De part. à part., belle villa, 3 ch., séjour, S de B, cuisine équipée. Terrain 700 m2, clos, arboré, véranda plein midi. 20 U au-dessous du prix. Affaire except.
(16) 94 45 04 45

Port-Leucate. Vends meublé 40 m2, 2 pièces, mezzanine, S de B, WC, balcon, parking fermé. Plage à 200 m.
Prix : 250.000 F.
(16) 21 59 80 55

Narbonne, Plage. Vends T2 meublé éq. 4 pièces, état except. SH 28m2, terr. 6m2, parking privé, vue mer, plage 100 m, CV 200 m. Prix : 250.000 F.
(16) 66 50 24 49 (HR)

Particulier vend F2 54m2, tout confort, meublé. Balaruc-les-Bains, 5 km Sète, Pres et Ther, et plage. 3ème étage sans asc. (16) 66 46 81 23 (soir)

Le Perreux (94). Vends maison 135 m2 + terrain 450 m2. Cuisine aménagée, véranda, séjour avec cheminée, 4 chambres, 3 WC, 2 bains, garage 2 voitures, chauff. gaz. Proche RER, écoles.
Prix :1.590.000 F.
(1) 48 72 70 14

Montpellier, Port-Marianne, fac Droit. Vends F 3, 75 m2 + 5 ans. Semi-équipé, bon standing, petit collectif, verdure.
Prix : 60 U.
(16) 67 65 14 52 (heures repas)

Dordogne (banlieue de Périgueux). Terrain à vendre de particulier à particulier, sur 2 niveaux, 2 acccès, 2 garages. Proximité rivière, arbres fruitiers. Eau, électricité, gaz, CU. 7.300 m2 à 55 F le m2.
(16) 53 53 01 91

Haute-Savoie. Vends meublé, 2 pièces, 29 m2, 1988. Cœur village, station "Habere-Poche", proximité lac Léman ; loisirs été hiver.
Prix : 24 U. (16) 54 05 10 95

Vends Semur (21), maison ancienne très bon état, 4 pièces, 2 greniers, garage, terrasse 7x7, buanderie, cave, salle de bain, sous-sol, jardins, bords Armancon, dépend.
(1) 60 26 40 49

93, Pantin, m° Hoche, immeuble ancien. 35 m2, 2 pièces, cuisine, salle de bain, WC, cave. Calme, sur cour et jardin. 400.000 F.
(1) 48 45 47 14 (rép.)

Vends villa, 160 m2 habitable, garage 2 voitures, 4 chambres, séjour cheminée de caractère. Ouest de Nîmes.
Prix : 800.000 F
(16) 66 81 57 80 (h. repas)

Cap d'Agde (34). Vends studio meublé ds résidence 3 étoiles. Solarium, piscines (enfants, adultes), emplacement 1er ordre. Rapport : 30.000 F/an (juin à sept.). 220.000 F.
(1) 42 09 71 45

Vends superbe maison de campagne La Roche Posay station thermale 140 m2 habitables 1.500 m2 de terrain gge - serv 20 km, A10 Casino, Golf -ciné 750.000 F
(16) 49862869 HR.

Je cherche

Cherche à louer appartement 3 pièces dans Paris ou banlieue Ouest ou Nord. Maximum : 4.000 F/mois.
(1) 60 81 06 22

Cherche appartement banlieue Paris sud (94 ou 91), 2/3 pièces + garage. Loyer modeste. Appeler Gilles (heures repas) au
(1) 34 89 83 00

AUTOS MOTOS

Vends Clio 1,9 D, 3 portes, 1992, jade. 20.000 km. P Métal Pack 1. Alarme.
Prix : 63. 000 F.
(1) 40 96 99 12 (ap. 20h)

Vends 205 GLD, année 1991. Très bon état, 23.000 kms.
(16) 98 50 88 64

Suite infarctus, vends Mercédès 220 Diesel 1974 9 CV (CT). 10.000 F à déb. Moto Honda CB 125 T. 6.000 F.
(16) 32 53 19 33

Vends Renault 19 prima diesel 1992, très bon état général, bleu-vert, 120.000 km.
Prix : 48.000 F à débattre.
(1) 60 08 56 33.

VACANCES

Landevennec (Finistère), presqu'île de Crozon (50 km Brest, 50 km Quimper). Hôtel-restaurant de charme. Chambres avec vue sur la mer, calme. Possibilités de randonnées pédestres, équestres, VTT. Ouvert toute l'année.
(16) 98 27 70 83

Golfe de St-Tropez, centre de Ste-Maxime, plage de sable fin à 50 m. Studios confortables à louer pr 2/3 pers. Semaine, quinzaine, mois.
(16) 94 43 07 95 /
(1) 42 22 08 63

La Rochelle, Marais Poitevin. Camping en ferme d'accueil. Loue caravane, WE, semaine. Jeux, vélo, chevaux, etc.
Tél. : (16) 46 01 82 98
Fax : (16) 46 01 82 99

La Forêt-Fouesnant (Sud-Finistère). Maisons à louer à la semaine (4 à 6 personnes). 1 km de la mer.
(16) 98 56 97 99

Danemark. Loue confortables chalets sur la riviera danoise. Situation tranquille. A seulement 10 h de Paris.
(16) 53 40 92 00

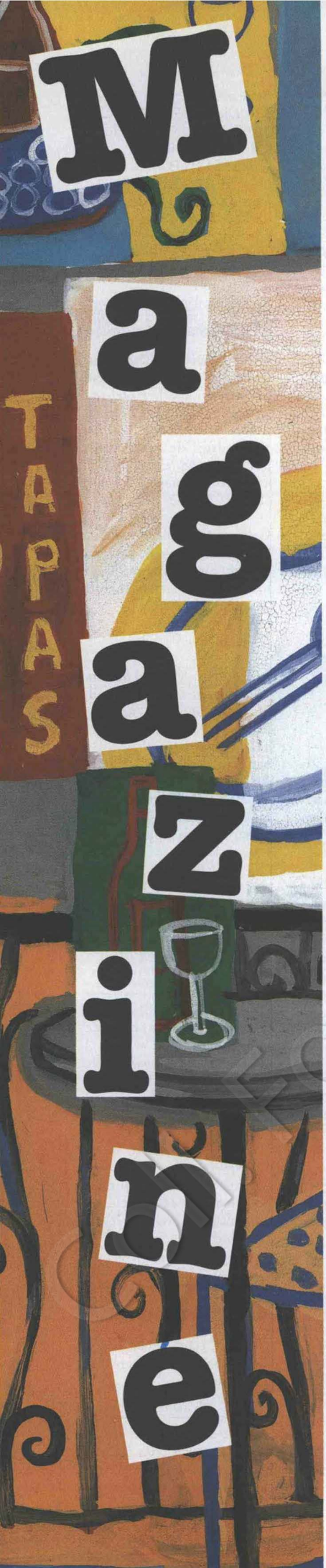
Plogonnec (29 sud), 12 km Quimper, 15 km baie de Douarnenez. Loue maison 2 nids, 3 chambres, cuisine/salle à manger, salle de bain, pour 6/7 personnes, du 1/4 au 15/10. 1.000 F à 1.500 F la semaine.
(16) 98 91 72 75 (heures repas)

Portugal. 50 km Lisbonne. Loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs. Typique. Bord de mer.
(16) 53 40 92 00

ANIMAUX

Chat noir, 4 ans, tatoué, opéré, cherche très bon maître. Placement suivi.
(1) 43 73 64 42

Urgent : chats et chattes stérilisés à placer chez bons maîtres. Contrôle. (1) 40 30 33 77 ou (1) 43 64 47 93



Expo photos

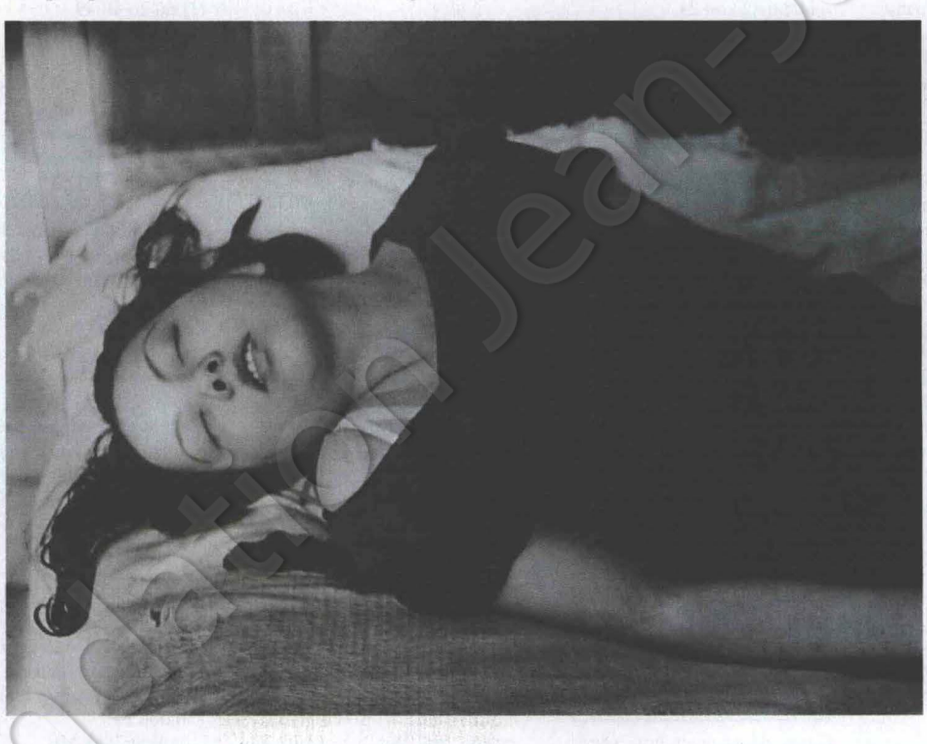
Brassaï, "Du surréalisme à l'art informel"

Tout le monde croit connaître Brassaï. La vie nocturne du Paris 1930, l'atmosphère brumeuse des petits matins glauques, le grotesque de la Tour St-Jacques scrutant la capitale endormie sont, aujourd'hui, des classiques de la photographie réaliste. On connaît aussi ses portraits d'artistes, peintres ou écrivains, dont il fut l'ami : Matisse au travail, Picasso dans son atelier de la rue des Grands-Augustins, Dali et Gala, Claudel, Thomas Mann ou Miller ; clichés qui dépassent l'anecdotique ou l'esthétisme pur pour conduire à la vérité de ces créateurs. On sait encore qu'il s'intéressa aux graffitis, formes primitives de l'art, signes de vie éphémères et nécessaires comme le cri.

L'exposition présentée à l'Hôtel Salomon de Rothschild réserve pourtant encore des surprises. Parce qu'elle conjugue tous les aspects de l'œuvre, elle donne une vision recomposée de ce Hongrois si français.

Brassaï, c'est le photographe des êtres et de la matière, ou plutôt de la substance humaine. Il sait voir l'accidentel, l'imprévu ou le fortuit. Mieux, il parvient à transmettre ces états transitoires. Ici, le regard abandonné du danseur fatigué ; là, celui de "Bijou" habituée du bar de la Lune, le corps alourdi par le poids de ses breloques et de lustres de tapinage, et l'éclat des prunelles des chats de gouttières et des voyous de la place d'Italie. Cet homme de la nuit est le photographe de la lueur, celle des réverbères, celle des regards, celle de la vie. Celui que Miller définissait comme "l'œil vivant" est un révélateur de mystère, une sorte d'alchimiste plus baudelairien que surréaliste.

Françoise Roby



Jusqu'au 9 mai, tous les jours de 12 h à 19 h, sauf le mardi. Centre national de la photographie, hôtel Salomon de Rothschild, 11 rue Berryer, 75008 Paris.

Pour prolonger cette exposition, on peut également lire le très bel ouvrage, "Paris Tendresse", paru chez Hoëbeke ; 88 pages de photos de Brassaï sont accompagnées par un texte de Modiano. Enfin, à défaut de catalogue, signalons le "Brassaï", Photo Poche, 63 p., 50 F.

Livres jeunes

● Après "La maison vide" et "L'Hôtel du retour", voici "Rue de Paris"

A l'heure où l'on s'interroge à perte de vue sur l'opportunité ou pas de filmer l'holocauste, cette trilogie toute simple dit avec des mots justes l'histoire de David qui voit, un sale matin de juillet, dans la rue, partir son père et sa mère encadrés par deux policiers. Son univers d'enfant va basculer dans un absurde en forme de désespoir. Désormais et pour toujours, quelqu'un va hurler à l'intérieur de son corps, et seule l'écriture parviendra à exprimer la déchirure. Quand David apprendra la mort en déportation de ses parents, il décidera que la Palestine est, peut-être, le seul endroit où exorciser sa douleur. Bien sûr, il n'est pas au bout du chemin...

Très beaux romans qui donnent à comprendre l'itinéraire initiatique d'un enfant condamné à reconstruire son être.

A mettre entre toutes les mains, à partir de 12 ans.

"Rue de Paris",
Claude Gutman. Gallimard, 188 p., 69 F.

● Les animaux de Rabier

L'un est contre-poète, l'autre illustrateur. L'un jongle avec les syllabes, chamboule les mots, translate les consonnes, troque les voyelles, l'autre exécute des dessins ni tout à fait les mêmes ni tout à fait dissemblables.

Ce jeu de ping-pong verbal conduit le fiston en pleurs à jouer du piston à fleurs, tandis que Laurent le charmeur et Rolland le marcheur se croisent gaiement. Au fil de ces pages déjantées, les écoliers de Landerneau doublent les écolos de l'an dernier, le loup aux cèpes tourne à la soupe au lait dans un menu débridé.

Initiation aux contrepétries, cet ouvrage drôlement surréaliste désarticule le langage à la plus grande joie des enfants qui comprennent que les mots sont autant faits pour rire que pour dire.

A partir de 8 ans.

"La vie des mots, l'ami des veaux",
Joël Martin, Rémy Le Goistre. Albin Michel, 32 p., 69 F.

© Collection Jean-Jacques

COUPS DE CŒUR

- *"Cinémas d'Amérique latine". Hommages à plusieurs réalisateurs en leur présence. Rencontres avec Arturo Ripstein (Mexique), Raoul Peck (Haïti), Sergio Cabrera (Colombie). Et soirée Théâtre-Cinéma avec Alfredo Arias. Toulouse, du 21 au 29 mars. Tél : 61 23 55 79.*
- *"Musicolor", le festival international de Montreuil qui offre sur un plateau toutes les couleurs musicales. Ils sont allemands, hollandais, américains, espagnols, brésiliens, algériens, français. Ils chantent le blues, le flamenco, le raï, le rap, la samba. Tous ces artistes ont eu la bonne idée de se donner rendez-vous pour vivre ensemble la journée internationale contre le racisme, le 21 mars. Jusqu'au 26 mars. 20 avenue du Pdt Wilson, Montreuil. Tél : 48 70 60 14.*
- *"Histoires d'Ours", des centaines d'ours rassemblés par le département des jouets dans la grande nef du musée des Arts décoratifs, nous racontent leurs histoires et leurs origines. Jusqu'au 30 avril, 107 rue de Rivoli. Tél : 42 60 32 14.*
- *Beethova Obas a 6 ans lorsque Duvalier fait disparaître, en octobre 1969, son père, Charles Obas, un peintre génial. Devenu, quinze ans plus tard, auteur compositeur, il prend la défense de tous les déshérités avec des textes qui balancent dans un équilibre parfait entre la chanson de lutte et la complainte, une manière de blues de la Caraïbe contemporaine. En concert à la Chapelle des Lombards du 6 au 17 avril. En CD "Si"... , déclic communication.*
- *"Robert Doisneau ou la désobéissance". Lorsqu'il rencontra cette bande d'enfants de Fresnes, âgés de 7 à 12 ans, munis de leur appareil photo, Doisneau fut séduit par ces regards. C'est cette rencontre d'un photographe de son temps, de "sa" banlieue, et d'enfants à leur tour témoins et visionnaires de leur environnement, qui est exposée aujourd'hui. La mémoire d'hier dialogue avec celle de demain. Jusqu'au 9 juin. Ecomusée de Fresnes, ferme de Cottinville, 41 rue Maurice Ténine. Tél : 49 84 57 37.*

Cinéma

"Mina Tannenbaum" : amies, à la vie à la mort



Avec l'amour, l'amitié constitue, durant l'adolescence, la chose la plus importante du monde. C'est cette amitié, à la vie à la mort, passionnée et parfois violente, entre deux adolescentes qui deviendront femmes, qu'évoque dans son premier film, Martine Dugowson. C'est aussi la rencontre de deux jeunes comédiennes. Deux personnalités très différentes. Romane Bohringer (Mina) devenue l'égérie d'une génération depuis "Les Nuits fauves", et la lumineuse Elsa Zylberstein (Ethel), prostituée dans "Van Gogh". La sincérité et le talent des interprètes sauvent une mise en scène qui n'évite pas les clichés. Atelier de Mina style Hollywood, escaliers de la Butte-Montmartre chromos, personnages imaginaires en surimpression... Ethel, la journaliste, veut s'intégrer à tout prix, tandis que Mina, artiste peintre, ne transige pas avec ses principes. Enfance, adolescence et âge adulte de deux amies inséparables. Un film sur le temps qui passe, avec de bons moments, comme cette audition comique par Ethel qui cherche un mari, de candidats juifs, riches et pratiquants. Et, en prime, Rita Hayworth, Dalida, Bette Davis et Serge Gainsbourg.

Claude Polak

Livres

La vie, le pire et le meilleur

● La guerre d'Algérie sur sa fin. Deux légionnaires, un rien trop zélés dans l'exécution de leur tâche, condamnés à mort (pour l'exemple ?). Et les "gentils organisateurs" de cette macabre cérémonie, leur condescendante désinvolture, le désagrément, la contrariété que leur procure cette "corvée"... Qu'importe le temps et le lieu ? Qu'importent les individus ? Le symbole seul jaillit de ce récit, répugnant, ignoble, inhumain, d'autant plus indécent qu'il est instauré en raison d'Etat. A méditer. A beaucoup méditer.

"La Cérémonie",
Philippe Flouroux, Romillat, 160 p., 95 F.

● Et l'amour. Le si banal amour d'aujourd'hui. Spontané, desinhibé, lucide. Vraiment ? Quand un jeune intello, tout imprégné de son récent bagage culturel, régurgite les classiques à chaque étape de son processus amoureux, décortiquant chaque geste, chaque pensée avec une méticulosité d'entomologiste... quand l'écrivain ressemble fort à son héros (ou vice-versa) et qu'il fait preuve, dans ce premier roman, d'un très grand talent, alors on ne peut que regretter de n'être pas en train de tomber amoureux. Voire...

"Petite philosophie de l'amour",
Alain de Botton, Denoël, 300 p., 135 F.

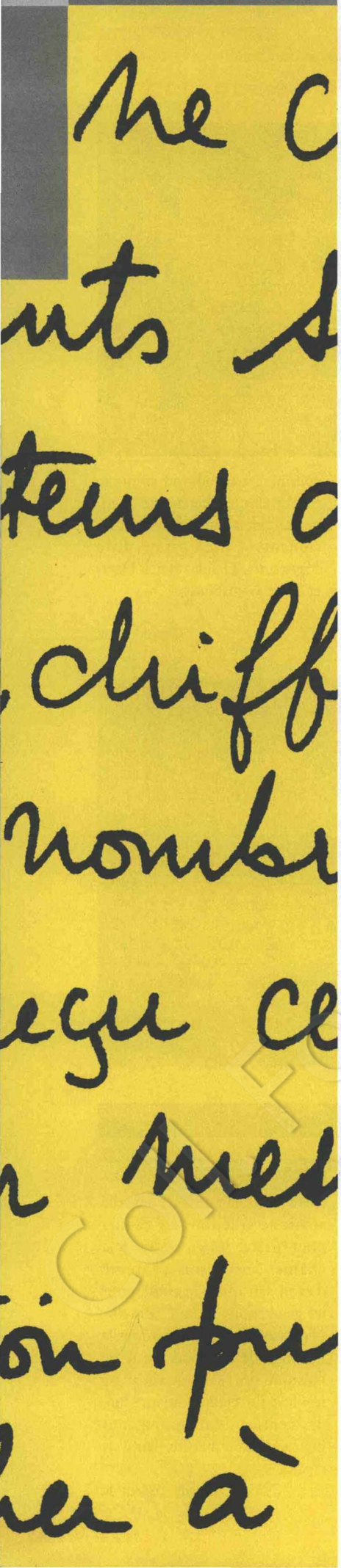
Vanda Gervasio

Télé

La mémoire des femmes

Cauchemar. Angoisse. Peur. Des femmes entre 50 et 60 ans témoignent dans "Les années pilule", excellente émission diffusée par Arte autour du 8 mars. Cauchemar cyclique, l'œil rivé au calendrier. Panique au moindre retard de règles et, souvent, pour finir, horreur de l'avortement clandestin, rencontre du sadisme médical. Vies de femmes, de couples, ratées. Aujourd'hui encore, devant la caméra, elles pleurent, submergées par la violence du souvenir. Et puis, la délivrance avec la miraculeuse pilule du Dr Pincus. Que l'on doit à la lutte de deux femmes : Margaret Sanger, qui avait vu sa mère mourir prématurément après onze accouchements, et Catherine Mac Cormick, financière des travaux de Pincus. Restait à tester le produit. A Porto-Rico, des femmes pauvres servirent de cobayes. Rosa de Jesus Villas, l'une d'elles, témoigne. Elle ne regrette rien. Mère de six enfants à 21 ans, elle aurait accepté tous les risques pour arrêter les grossesses à la chaîne. "Et je suis contente d'avoir fait quelque chose pour les générations futures", dit-elle. N'oublions pas Rosa. Gardons la mémoire de la période noire de l'histoire des femmes. Un passé révolu ? En France, aujourd'hui, des centres de planning sont menacés de fermeture, faute de crédits.

Evelyne Le Garrec



Pour les jeunes CIP = CEJ

Dans les années 50, la France dansait sur un rythme nouveau : la samba brésilienne. Aujourd'hui, elle découvre la samba balladurienne : un pas en avant, deux pas en arrière. On avance et on recule.

Recul sur l'abrogation de la loi Falloux, pourtant inscrite dans la plate-forme gouvernementale de la majorité actuelle. Recul sur le Contrat d'insertion professionnelle, un Smic jeunes qui ne veut pas dire son nom.

La cote élevée de popularité d'Edouard Balladur s'explique peut-être ainsi : les Français, séduits par ses entrechats, plébiscitent, au fond, ses talents de danseur.

Plus sérieusement et plus grave, quelle confiance accorder à un gouvernement qui, dans le même temps, lance un grand débat sur l'avenir de l'école et propose un Smic au rabais pour de jeunes diplômés ?

François Bayrou, en ouvrant le débat sur l'avenir du système éducatif, a appelé son auditoire à imaginer et à écrire un nouveau contrat pour l'école.

En réalité, il avait déjà été entendu par son collègue, ministre du Travail, qui propose un avenir au rabais pour les jeunes diplômés. Bel exemple de cohérence gouvernementale. Le CIP est en réalité un CEJ, un contrat d'exploitation de la jeunesse. On veut exploiter son désarroi et son angoisse devant l'avenir.

Les reculades successives du gouvernement ne changent rien au fond. Nous devons prendre conscience des effets pervers du CIP :

- Davantage d'exclusion pour les jeunes sans diplômes.

- Licenciements de salariés âgés pour embaucher, à moindre coût, des jeunes diplômés.

C'est inacceptable. On ne change pas la société par décret. ■

Jacques Vuillemin
(25) Besançon

L'espoir et la rigueur

L'arrogance des patrons, du gouvernement, de la droite conservatrice et "régressiste", dans un monde 100 % capitaliste, doit être stoppée net. Toutes les injustices qui naissent de la loi du plus fort, de la loi de la jungle, bref du capitalisme fou, dans notre monde en furie, ne doivent plus exister.

Assez des enfants au travail dès l'âge de 5 ans en Asie, en Afrique..., mis à la botte des patrons qui ne voient dans l'exploitation de ces pauvres mômes que le seul profit qu'ils en tirent quand vous achetez leurs produits. Assez de ces famines, que ce soit dans le tiers ou le quart-monde, ces soi-disant responsables qui préfèrent sacrifier leurs peuples à leurs destinées. Assez de ces banlieues qui ne sont plus que des ghettos géants ne permettant plus aucun espoir.

Assez des guerres fratricides entre peuples, entre religions. Trop de fois, je me suis montré arrangeant, ne désirant pas contredire la majorité. Mais aujourd'hui, ma capacité d'intérorisation a explosé. Il ne se passe pas une journée où je ne pense à ces injustices et aux solutions qui pourraient être apportées (...)

C'est pourquoi il nous faut réconcilier l'idéologie et la politique de la vie, peut-être dans un nouveau courant fondé sur deux notions fondamentales : "L'espoir et la rigueur". Il y a tant de chose à changer. ■

Franck Burille
(23) La Souterraine

"Contribution à l'histoire de l'URSS",
Victor Fay
Editions La Brèche, 416 p., 150 F.
Commandes à l'Association des amis de Victor Fay, 129 rue de la Tour, 75116 Paris. Chèque à l'ordre de l'Association. Port payé.

Le verre d'eau

Un an à peine après avoir été "remerciés", nous voici à Cergy-Pontoise réunis en Convention nationale en quête d'emploi. Pour nous, socialistes, la question de la réduction (à quel rythme) du temps de travail est épineuse. L'unanimité n'est pas franchement criante. Mais un Balladur suffisant dans ses proclamations et insuffisant dans l'action, nous oblige à relever le défi.

A la résolution finale soumise aux délégués, je préfère l'anecdote du verre d'eau. L'hôtesse qui me tend un verre d'eau dans l'avion qui nous conduit à Orly, dispose d'un statut convenable doublé d'un travail valorisant. La femme de service qui m'apporte le même verre d'eau à notre hôtel, est perçue comme exerçant un "petit boulot". Pourtant ces deux personnes me rendent le même service.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une autre logique, d'une autre politique et, disons-le clairement, d'une redistribution des richesses. Cette redistribution, cette réduction des inégalités, sont une marque fondamentale de la gauche. ■

Michel Gotanegre
(34) Béziers

Vendredi

30%

DE RÉDUCTION
SUR UN ABONNEMENT

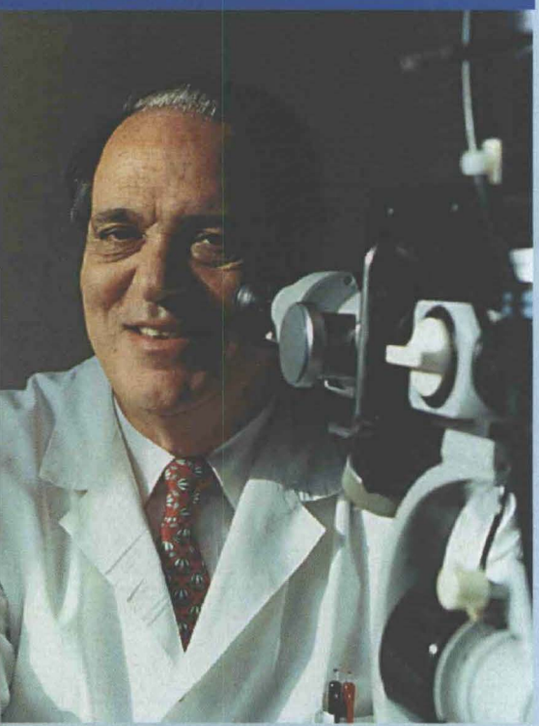
1 AN 280 F

Dom-Tom / CEE : 400 F - Autres pays : 600 F.

Pour recevoir Vendredi retournez-nous le bulletin ci-dessous au 10 rue de Solferino, 75007 Paris, Service lecteurs Vendredi.

☐ Mme. ☐ Mlle. ☐ M.
Nom.....
Adresse.....
..... Ville.....
Code postal ☐☐☐☐☐ Signature :

Vous réglerez plus tard, à réception de facture.



Gabriel Coscas

Certains succès presque miraculeux de la recherche pourraient redonner espoir aux aveugles, nous révèle l'un des plus éminents ophtalmologistes français, le professeur Gabriel Coscas. Pour en savoir plus sur l'œil, la cataracte, les greffes, comme sur la cécité dans les pays les plus pauvres.

Président de l'Organisation internationale contre le trachome, vice-président de l'Organisation pour la prévention de la cécité, depuis plus de vingt ans, vous luttez !

Le trachome atteint environ quatre à cinq cents millions d'êtres humains. Plus de quinze millions sont aveugles du fait de cette maladie. C'est un problème économique et un problème d'hygiène. Le simple fait de se laver le visage et les yeux, une fois par semaine, même avec de l'eau non potable, suffirait à faire disparaître les cas de trachome conduisant à la cécité. Malheureusement, cette maladie sévit dans des contrées où il n'y a pas d'eau, même pour boire, en quantité suffisante.

Paradoxe : les principales causes de cécité sont curables. A côté du trachome, la cataracte est la plus fréquente. Mais le nombre de cas (25 millions, plus de la moitié des aveugles dans le monde) est tel, dans les pays pauvres, qu'on ne peut les opérer tous. Autre maladie cécitante, la xérophtalmie : on pourrait éviter à des millions d'enfants de devenir aveugles en leur distribuant, dès la naissance, de la vitamine A en quantité suffisante. Dans les pays en voie de développement ou dans nos contrées, la vie d'un ophtalmologiste, consacrée à lutter contre la cécité et la malvoyance et à préserver la vision, me paraît passionnante.

Qu'est-ce que la cataracte ?

Si l'on compare l'œil à un appareil photographique, nous avons d'abord la cornée transparente (le hublot par où pénètre la lumière), puis en arrière le cristallin (l'objectif) et, au fond de l'œil, la rétine (que l'on peut assimiler à la pellicule photographique). La cataracte se définit comme la perte de transparence du cristallin (la lentille). Le seul traitement qui existe actuellement consiste à enlever chirurgicalement ce cristallin opacifié et à le remplacer éventuellement par une lentille. C'est une intervention non dangereuse, qui réussit dans 97 à 98% des cas. On peut être opéré quel que soit l'âge (la doyenne des Français a été opérée à plus de cent ans). Quelques heures après l'intervention, le patient peut s'asseoir et marcher. Il peut même, dans certains cas, rentrer chez lui dès le premier jour.

L'atteinte de la rétine peut-elle entraîner la cécité ?

C'est au niveau de la rétine (la pellicule photographique) que se forment les images qui seront ensuite conduites par les fibres optiques nerveuses jusqu'au cerveau. La rétine comporte deux parties : l'une très étendue, périphérique, qui permet de prendre conscience de notre environnement et l'autre, minuscule, centrale : la macula. C'est avec ce petit millimètre carré de rétine que nous percevons les détails et que nous arrivons à lire, à reconnaître un visage ou à voir un spectacle. C'est le fonctionnement de la macula que l'on évalue quand on mesure en dixièmes l'acuité visuelle. Son atteinte est la première cause de malvoyance et de cécité dans notre pays (alors que si l'on considère l'ensemble du monde, c'est la cataracte qui en est responsable). Deux maladies entraînent principalement cette cécité : avant 50 ans, le diabète, après 50 ans, la dégénérescence maculaire.

Qu'est-ce que le laser ?

La lumière laser a été employée, en médecine, en premier par les ophtalmologistes. Ils ont su bénéficier des propriétés de ce faisceau lumineux qui peut traverser, sans provoquer le moindre dégât, toutes les structures transparentes de l'œil (cornée, cristallin, vitré). Mais elle est arrêtée par le tissu pigmenté de la rétine et se transforme alors en chaleur, provoquant, en cet endroit précis, une brûlure extrêmement localisée. Cette lumière laser peut être utilisée pour brûler, cautériser des structures malades et les détruire, ou pour couper sans qu'une incision chirurgicale soit nécessaire.

Qu'espère-t-on des greffes ?

Les greffes de cornée (le hublot) sont maintenant bien connues. Son opacification peut être provoquée par de nombreuses maladies. Par chance ce tissu se prête particulièrement bien à la greffe. On peut donc prélever, quelques heures après la mort, une cornée transparente chez un donneur et la mettre en place pour remplacer une cornée opacifiée. La cornée greffée reste transparente et les phénomènes de rejet sont rares.

Miracle des miracles, on peut, depuis quelques années, commencer à greffer des cellules rétiniennes (cellules visuelles). Pour le moment, ces dernières sont viables mais non fonctionnelles. C'est probablement la plus grande découverte en ophtalmologie, que cette première approche de la greffe d'un tissu sensoriel. C'est quelque chose qui paraissait totalement impossible et absurde il y a une dizaine d'années.

> 25 millions
> de cas de cataracte
> dans les pays pauvres.
> On ne peut
> les opérer tous...

Lunettes, lentilles, chirurgie, que choisir ? Et que peut-on attendre des progrès futurs ?

Les lunettes restent ce qui est le plus facile à porter. Si l'on a un rejet des lunettes pour des raisons esthétiques, on peut avoir recours aux lentilles de contact. Enfin, ce n'est que si ces deux premiers moyens ne donnent pas satisfaction qu'on peut envisager la chirurgie. Depuis peu, on a recours à un nouveau laser (EXCIMER) pour sculpter la cornée, en modifier la forme et la surface, sans bistouri, et corriger ainsi la myopie sans verres correcteurs.

Dans l'avenir, on peut espérer trouver un traitement médical qui prévienne la cataracte, cependant il sera plus difficile de lutter contre les effets du vieillissement de la rétine. Espoir : on sait dès maintenant greffer des cellules visuelles. On tente aussi d'implanter, dans le tissu rétinien, des microcapteurs de dix millièmes de millimètre, qui peuvent donner à des aveugles complets une sensation de lumière. Voilà les voies connues actuellement, mais, bien entendu, la découverte, c'est ce qu'on ne connaît pas encore. D'où l'intérêt de notre projet d'un Centre d'études sur la rétine et de lutte contre la cécité des personnes âgées.

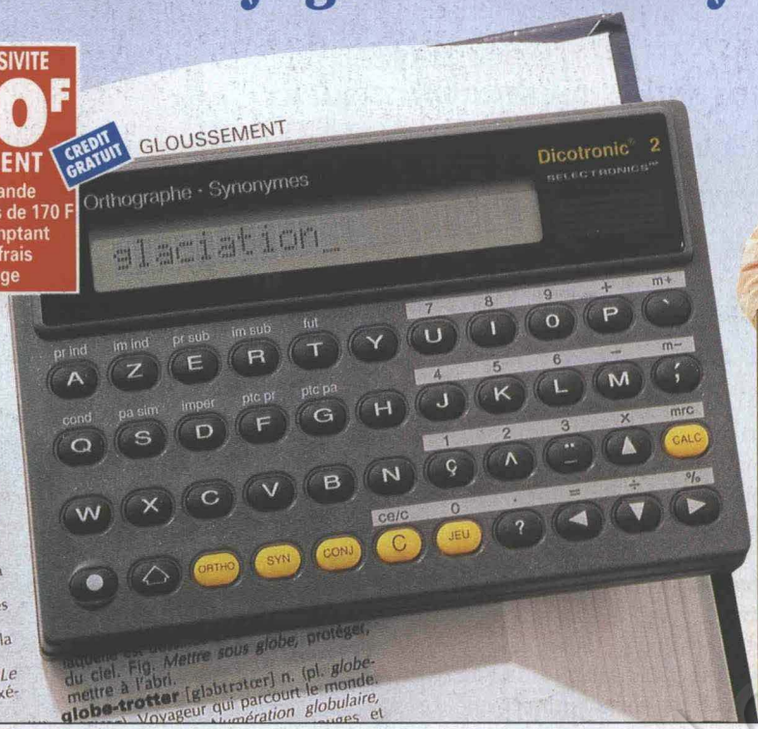
Propos recueillis
par Claude Polak

CHEZ VOUS EN 24 H AVEC SEDAO-TURBO
Tél. : 16 (1) 44 64 11 22 +

AU SERVICE DE L'ORTHOGRAPHE, de la conjugaison et des jeux de lettres

UNE SELECTION DE Vendredi
L'hebdomadaire des Socialistes

UNE EXCLUSIVITE
180F SEULEMENT
à la commande
+ 3 mensualités de 170 F
ou 690 F comptant
+ 39 F de frais
de colisage
CREDIT GRATUIT





CORRECTEUR D'ORTHOGRAPHE
1147 000 MOTS
Son riche vocabulaire vous aidera à rédiger sans faute tous vos courriers et rapports.



DICTIONNAIRE DE
220000 SYNONYMES
Dans vos lettres, il vous permettra de trouver le mot juste et d'éviter les répétitions.



CONJUGUE
6000 VERBES EN 10 TEMPS
Grâce à lui, vos enfants feront des progrès en vocabulaire, en orthographe et en conjugaison

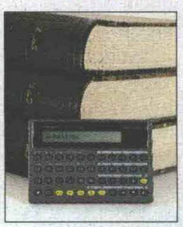


LE DICOTRONIC II REMPLACE PLUSIEURS GROS DICTIONNAIRES DE FRANÇAIS

Posséder une bonne orthographe est un "plus" indispensable pour réussir. Voilà pourquoi, avec ses 1 147 000 mots au bout des doigts, ses 220 000 synonymes, sa conjugaison complète de plus de 6 000 verbes et sa touche correction, cet incroyable dictionnaire de français électronique vous sera utile en toute circonstance et en tout lieu par sa prodigieuse mémoire.

Record en France : + de 250 000 exemplaires vendus

Plus aucun doute sur votre orthographe



Grâce à ses 1 147 000 mots en mémoire, le DICOTRONIC II élargit votre vocabulaire par ses possibilités extraordinaires. Il se révèlera vite à la maison, au bureau ou dans les études, comme un partenaire privilégié.
Il garantit le sans faute en corrigeant l'orthographe, quel que soit le mot choisi, y compris noms propres, géographiques et historiques. Fabuleux, non ?
Facile et très simple à utiliser, tapez sur le clavier le mot que vous recherchez, il apparaît clairement sur l'écran, la touche ortho vous confirmera son orthographe ou la corrigera si nécessaire.

Par exemple :

FOCILE = FOSSILE

Toujours le mot juste avec la recherche des synonymes

Ne cherchez plus vos mots ! En appuyant sur la touche synonymes, le DICOTRONIC II vous donne immédiatement les mots ayant la même signification grâce aux 220 000 synonymes qu'il a en mémoire.
Une fonction très utile lorsque vous faites un courrier, un rapport ou une dissertation pour être sûr de toujours trouver le mot le mieux adapté, avoir un vocabulaire riche et précis, et éviter les répétitions.

Par exemple :

MAISON = DEMEURE

Apporte la solution infaillible pour les conjugaisons

Un doute sur la conjugaison d'un verbe ? Le DICOTRONIC II vous renseigne avec précision. En véritable érudit, il sait conjuguer plus de 6 000 verbes dans les 10 temps principaux (Présent. Imparfait. Futur. Conditionnel...), et à toutes les personnes du singulier et du pluriel. Idéal aussi pour les parents qui veulent faire réviser la conjugaison à leurs enfants. Tapez le verbe que vous voulez conjuguer et pressez la touche correspondant au temps souhaité.
Par exemple : le verbe habiter au futur donne

1PS habiterai | 2PS habiteras

1PS = 1ère personne du singulier
2PS = 2ème personne du singulier, etc

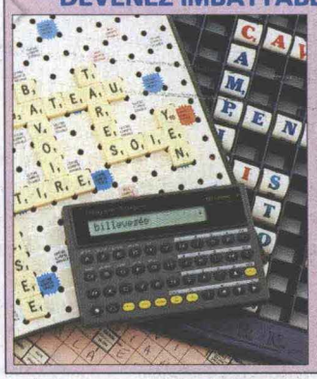
Pratique, il sait aussi calculer



A tout moment, le DICOTRONIC II vous offre également, tous les avantages d'une calculatrice 8 chiffres avec mémoire complète et pourcentage. Une raison supplémentaire pour l'avoir toujours sur vous ! Léger et peu encombrant, il se glisse facilement dans la poche ou dans le sac à main pour vous rendre en toute occasion, d'immenses services.

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES :
• Grand écran LCD de 20 caractères (plus défilement). • Clavier Azerty agréable à l'usage avec touches souples caoutchoutées. • Arrêt automatique après 2 mn d'inactivité. • Couvercle de protection à glissière. • Dim. 11,5 x 8 x 1,5 cm. Poids 110 g • Alim. 2 piles "bouton" fournies. • Livré avec manuel d'utilisation détaillé. • Garantie totale 1 an.

DEVENEZ IMBATTABLE DANS LES JEUX DE LETTRES



Si vous êtes passionné par les jeux de lettres, le DICOTRONIC II fera de vous un champion ! Les mots croisés, mots fléchés, anagrammes, n'auront plus de secret pour vous.

Mots croisés : vous ne connaissez que 4 lettres d'un mot, par exemple : la première P, la deuxième E, la cinquième E et la septième R. Vous tapez PE??E?R et il affiche instantanément le ou les mots correspondants.

PE??E?R = PENSEUR

Anagrammes : entrez 10 lettres (maxi) dans n'importe quel ordre et le DICOTRONIC II reconstituera tous les mots possibles avec ces lettres.

NAGMEMARSA = ANAGRAMMES

Code promotion XRB
COMMANDEZ 24 HEURES SUR 24
PAR TELEPHONE 16 (1) 44.64.11.22 +
PAR MINITEL 3615 SEDAO



BIENVENUE DANS NOS MAGASINS
Ouverts du lundi au samedi de 10 h à 19 h
• **37-39, rue des Grands-Champs 75020 PARIS**
• **6, rue Pierre-Demours 75017 PARIS**

SEDAO

BON DE COMMANDE A retourner à SEDAO B.P. 21 - 93601 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX

☒ **OUI,** Je désire commander ⌊__⌋ **DICOTRONIC II**
(Réf. **XRB 2890**) au prix de **690F** + 39F de colisage
soit au total : ⌊__⌋ F. et je recevrai gratuitement un **cadeau surprise** (Réf. **XRB 8000**) et le **catalogue 52 pages couleurs**



CHOISISSEZ VOTRE FORMULE DE PAIEMENT

☐ **COMPTANT :** Je joins à ma commande un chèque bancaire ou postal à l'ordre de SEDAO.
☐ **A LA LIVRAISON :** Contre-remboursement et recommandé (+frais selon taxes en vigueur).
☐ **CARTE BLEUE :** ☐ **CARTE AURORE :** Validité : ⌊__⌋
N° ⌊__⌋
Signature :
☐ **CREDIT GRATUIT :** Je joins un chèque de 180 F + 39 F de frais de colisage et m'engage à régler le solde en 3 mensualités de 170 F.

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ⌊__⌋ Ville .....

SATISFAIT OU REMBOURSE
Si votre article ne vous donnait pas toute satisfaction, retournez-le dans son emballage d'origine sans trace d'utilisation dans les 15 jours. Nous nous engageons à vous rembourser intégralement.

SEDAO SA - RC PARIS B 314 817 529 - PHOTOS NON CONTRACTUELLES